

CHAPITRE I. - Champ d'application.

Article 1. § 1. (Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant, autrement que dans le lien d'un contrat de travail, une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de : (NOTE : l'Arrêt n° 126/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule dans le présent § 1er les termes ", autrement que dans le lien d'un contrat de travail,"; M.B. 25-12-1998, p. 41191-6)

1° surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;

2° protection de personnes;

3° surveillance et protection de transport de valeurs;

4° gestion de centraux d'alarme;

(5° surveillance et contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité (dans des lieux accessibles ou non au public);) <L 1999-06-09/52, art. 1, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 3, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(6° réalisation de constatations, se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique;

7° accompagnement de groupes de personnes en vue de la sécurité routière.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 2°, 008; ED : 03-06-2004>

(L'activité, visée à l'alinéa 1er, 5°, ne peut être effectuée sur la voie publique, sauf dans les lieux visés à l'article 11, § 3.

Les constatations, visées à l'alinéa 1er, 6°, ont la valeur de la présomption, visée à l'article 1353 du Code civil. Elles peuvent comprendre la dénonciation d'infractions pour autant que celles-ci puissent uniquement être punies d'une sanction administrative.

L'activité, visée à l'alinéa 1er, 7°, peut uniquement être exercée pour l'accompagnement de groupes de cyclistes et d'automobilistes, de participants à des compétitions sportives et d'écoliers.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Au sens de l'alinéa 1er, 3°, sont considérés comme valeurs tous les biens qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, font l'objet d'une menace. Toutefois, le Roi peut exclure certaines valeurs du champ d'application de la présente loi.

Ne sont pas considérés comme entreprises de gardiennage, les associés d'une entreprise de gardiennage autorisée, qui exercent effectivement des activités définies à l'alinéa 1er, lorsqu'ils sont unis, par alliance ou par un lien de parenté jusqu'au deuxième degré, avec un des associés fondateurs ou

lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs qui exercent des activités définies à l'alinéa 1er.) <L 1997-07-18/44, art. 2, 003; En vigueur : 28-08-1997> (NOTE : l'Arrêt n° 126/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule le présent dernier alinéa du § 1er; M.B. 25-12-1998, p. 41191-6)

(Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, peuvent être définies les catégories d'établissements, événements ou activités pour lesquels une surveillance, une protection ou un contrôle doit être organisé au sens de l'alinéa 1er. Cette obligation ne peut cependant être imposée que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) l'obligation est justifiée pour des raisons de sécurité ou pour prévenir des infractions;
- b) le déploiement de capacité policière pourrait mettre en danger les missions, visées aux articles 36 ou 62 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- c) les activités de gardiennage visées ont lieu sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 2. (Est considéré comme service interne de gardiennage au sens de la présente loi, tout service organisé, pour des besoins propres, par une personne physique ou morale, sous la forme d'une activité énumérée au § 1er, alinéa 1er, 5°, ou, pour autant qu'il se déroule dans des lieux accessibles au public, sous la forme d'activités énumérées au § 1er, alinéa 1er, 1° au 4°, 6° ou 7°.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 5°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 3. (Est considérée comme entreprise de sécurité, au sens de la présente loi, toute personne physique ou morale exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme.

Par dérogation à l'alinéa 1er et sans préjudice de l'article 12 n'est pas considérée comme entreprise de sécurité la personne physique ou morale qui exerce les activités, telles que définies à l'alinéa 1er, exclusivement en vue d'assurer la sécurité des véhicules, tels que définis dans l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.) <L 1997-07-18/44, art. 2, 003; En vigueur : 28-08-1997>nelle, des services de conception, d'installation et d'entretien de systèmes et de centraux d'alarme.

§ 4. Les systèmes et centraux d'alarme visés au présent article sont ceux destinés à prévenir ou constater des délits contre des personnes ou des biens.

(§ 5. Est considéré comme siège d'exploitation, au sens de la présente loi, chaque infrastructure permanente au départ de laquelle les personnes physiques et morales visées aux §§ 1er à 3 du présent article, organisent des activités de gardiennage ou de sécurité.) <L 2001-06-10/51, art. 2, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(§ 6. Au sens de la présente loi, on entend par entreprise de consultance en sécurité, toute personne morale ou personne physique qui exerce une activité consistant à fournir à des tiers des services de conseil pour prévenir des délits contre les personnes ou les biens, y compris l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'audits, analyses, stratégies, concepts, procédures et entraînements dans le domaine de la sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1er, n'est pas considérée comme une entreprise de consultance en sécurité :

1° l'entreprise dont les activités de consultance en sécurité ne sont pas offertes comme un service à part entière et sont inhérentes à une autre activité considérée comme principale;

2° la fourniture de services de conseil par les autorités.

(3° la fourniture de services de conseils en sécurité relatifs à des systèmes informatiques et à des données qui sont enregistrées, traitées ou transmises par ce biais.) <L 2004-12-27/30, art. 488, 009; En vigueur : 10-01-2005>

§ 7. Au sens de la présente loi, est considéré comme un lieu accessible au public, tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans avoir été invitées de façon individuelle.

§ 8. Au sens de la présente loi, est considérée comme organisme de formation, chaque personne morale ou personne physique qui organise une formation relative aux domaines visés aux §§ 1er ou 3.

§ 9. Au sens de la présente loi, sont considérées comme " personnes qui assurent la direction effective ", le dirigeant d'entreprise et toutes les personnes qui exercent une fonction d'autorité liée à l'exercice d'activités visées aux §§ 1er, 3, 6 ou 8.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 6°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 10. Les entreprises qui font partie de la même société liée ou associée, au sens des articles 11 et 12 du Code des sociétés, ne sont pas considérées comme tiers pour l'application du présent article.

§ 11. Au sens de la présente loi, est considéré comme service de sécurité, tout service qui est organisé, au sein d'une société publique de transports en commun en vue d'assurer la sécurité dans les lieux accessibles ou non au public qui sont gérés par la société publique de transports en commun.

Au sens de la présente loi, est considéré comme agent de sécurité, tout membre du personnel d'une entreprise de transport public travaillant dans le cadre d'un service de sécurité.

Les obligations générales et les compétences, d'une part, des services de sécurité et d'autre part, des agents de sécurité, sont les mêmes que celles, d'une part, des services internes de gardiennage visés au § 2, et d'autre part, des agents de gardiennage relevant d'un service interne de gardiennage. Les obligations et compétences supplémentaires et spécifiques des services de sécurité et des agents de sécurité sont définies aux articles 13.1 à 13.17.

Par dérogation à l'alinéa 3 et aux articles 5, alinéa 1er, 5° et 6, alinéa 1er, 5°, les conditions de formations auxquelles doit répondre le personnel dirigeant et d'exécution des services de sécurité, sont déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.) <L 2004-12-27/30, art. 488, 009; En vigueur : 10-01-2005>

CHAPITRE II. - Autorisation et agrément.

Art. 2. § 1. ((Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de gardiennage ou organiser ceux d'un service interne de gardiennage), ou se faire connaître comme tel, s'il n'y a été préalablement autorisé par le Ministre de l'Intérieur, (après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise et, à défaut, du Ministre de la Justice).) <L 1999-06-09/52, art. 3, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2001-06-10/51, art. 3, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 4, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 2 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 3 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

L'autorisation peut exclure l'exercice de certaines activités et l'utilisation de certains moyens et méthodes ou les subordonner à des conditions spécifiques.

(Alinéa 5 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 6 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 1er bis.) (ancien alinéa 7 du § 1) (Par dérogation au § 1er, les services internes de gardiennage, tels que visés à l'article 1er, § 2, ne sont pas soumis à l'obligation d'autorisation visée à l'article 2, § 1er :

1° lorsqu'ils exercent les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5° ou 7°, uniquement de façon sporadique, et font exclusivement appel pour cela à des personnes physiques qui exercent sporadiquement et gracieusement ces activités;

2° lorsqu'ils exercent exclusivement des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, dans le cadre d'une convention de concession conclue avec les autorités.

Ces services internes de gardiennage ne sont pas soumis aux prescriptions des articles 2, § 2, 3, 8, §§ 3 et 7, 13, 14 et 20. Dans le cas visé au 1°, ils ne sont en outre pas soumis à l'article 11, alinéa 1er, b).

Les personnes physiques qui sont engagées par ces services internes de gardiennage ne sont pas soumises aux prescriptions des articles 5, alinéa 1er, 5°, et 6, alinéa 1er, 5°. Dans le cas visé au 1°, elles ne sont en outre soumises ni à l'article 5, alinéa 1er, 2°, ni à l'article 6, alinéa 1er, 2°, pour autant qu'elles aient leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans.

Elles peuvent exercer les activités visées aux 1° et 2° après avoir reçu l'autorisation :

a) du bourgmestre de la commune où se déroulent ces activités;

b) ou du bourgmestre de la commune d'où démarrent ces activités, dans le cas où celles-ci se déroulent sur le territoire de plusieurs communes.

Dans les deux cas, l'autorisation du bourgmestre est délivrée après avis du chef de corps de la police locale.) <L 2004-05-07/42, art. 4, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(...) <Alinéa supprimé par 2001-06-10/51, art. 3, 007; En vigueur : 19-07-2001>

§ 2. (Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer d'autres activités que celles énumérées à l'article 1er, § 1er, pour lesquelles elles ont obtenu l'autorisation conformément au § 1er ci-dessus. Elles peuvent cependant être agréées pour exercer les activités visées à l'article 1er, § 3, et être autorisées à exercer les activités visées à l'article 1er, § 6.

Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° au 3°, et 5° au 7°, au bénéfice de personnes morales de droit public, sauf autorisation du Ministre de l'Intérieur.) <L 2004-05-07/42, art. 4, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 3. Si les entreprises de gardiennage sont des personnes morales, elles doivent être constituées selon les dispositions du droit belge ou conformément à la législation d'un Etat membre (de l'Union Européenne.) <L 1997-07-18/44, art. 3, 003; En vigueur : 28-08-1997>

(Le siège d'exploitation de l'entreprise de gardiennage doit être situé dans un Etat membre de l'Union européenne.) <L 1999-06-09/52, art. 3, 005; En vigueur : 01-11-1999>

(...) <Alinéa supprimé par L 2001-06-10/51, art. 3, 007; En vigueur : 19-07-2001>

§ 4. Le Roi peut arrêter des règles spécifiques relatives aux activités de surveillance et de protection de transport international de (valeurs). <L 2001-06-10/51, art. 3, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(§ 5. Le ministre de l'Intérieur peut déléguer à un fonctionnaire qu'il aura désigné, les compétences visées aux §§ 1er et 2, sauf en matière de décisions relatives à une première autorisation, un refus d'autorisation ou un refus de renouvellement d'autorisation.) <L 2004-12-27/30, art. 489, 009; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 3. Aucune entreprise de gardiennage ni service interne de gardiennage ne peut exercer les activités visées à l'article 1er, § 1er, si la responsabilité civile qui peut en découler n'est pas couverte par une assurance souscrite par l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage auprès d'une compagnie d'assurances agréée ou dispensée d'agrément en vertu de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

L'assurance accorde au préjudicié un droit propre contre l'assureur. Aucune nullité, exception ou déchéance de droits ne peut être opposée par l'assureur au préjudicié. L'assureur peut cependant se réserver un droit de recours contre le preneur d'assurance. Le Roi détermine les règles précises en matière d'assurance, notamment l'étendue de la couverture.

Art. 4. (§ 1er.) ((Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de sécurité), ou se faire connaître comme tel, (s'il n'a pas été préalablement agréé par le Ministre de l'Intérieur ou par le fonctionnaire que celui-ci aura désigné).) <L 1999-06-09/52, art. 4, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2001-06-10/51, art. 4, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 5, 1° et 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 2 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 3 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 4 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(alinéa abrogé) <L 1997-07-18/44, art. 4, 003; En vigueur : 28-08-1997>

(§ 2. (Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de consultance en sécurité ou se faire connaître comme telle s'il n'a pas été préalablement autorisé par le ministre de l'Intérieur après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise et, à défaut, du ministre de la Justice.

Le ministre de l'Intérieur peut octroyer, sur la base d'un certificat de qualité qu'il aura déterminé, un label de qualité à une entreprise de consultance en sécurité qu'il a autorisée.) <L 2004-12-27/30, art. 490, 009; En vigueur : 10-01-2005>

§ 3. Nul ne peut offrir les services d'un organisme de formation ou se faire connaître comme tel s'il n'a pas reçu préalablement à cet effet un agrément du Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur reconnaît, sous les conditions fixées par le Roi, les formations prescrites par la présente loi. Il peut en outre désigner les centres chargés de l'organisation des examens.) <L 2004-05-07/42, art. 5, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 4. Le ministre de l'Intérieur peut déléguer à un fonctionnaire qu'il aura désigné, les compétences visées aux §§ 2 et 3, sauf en matière de décisions relatives à une première autorisation, un refus d'autorisation ou un refus de renouvellement d'autorisation.) <L 2004-12-27/30, art. 490, 009; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 4bis. (§ 1er. L'autorisation ou l'agrément mentionne les activités autorisées ou agréées et n'est accordé que si le demandeur satisfait aux prescriptions de la présente loi et aux conditions fixées par le

Roi concernant le nombre minimum de personnel et les moyens organisationnels, techniques et d'infrastructure dont l'entreprise, le service ou l'organisme doit disposer.

Lorsque le demandeur de l'autorisation ou de l'agrément ne dispose pas d'un siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur tient compte, lors de l'appréciation de la demande, des garanties apportées dans le cadre de l'exercice légal et réglementé des activités auxquelles se rapporte la demande, dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

L'autorisation et l'agrément sont accordés pour une période de cinq ans et peuvent être renouvelés pour des périodes de même durée, à l'exception de l'agrément comme entreprise de sécurité qui est accordé pour une période de cinq ans et peut être renouvelé pour des périodes de dix ans.

L'autorisation ou l'agrément peut être suspendu ou retiré conformément aux dispositions de l'article 17. Ils peuvent, en outre, être retirés à la demande du titulaire, conformément aux modalités à déterminer par le Roi.) <L 2004-05-07/42, art. 6, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 2.) En dérogation aux articles 2, § 1er, alinéa 1er, et § 4, alinéa 1er, le Roi peut stipuler qu'en cas de fusion, scission, incorporation d'une généralité ou d'une branche d'activités ou modification de la personnalité juridique, la nouvelle entité juridique peut, moyennant le respect des conditions fixées par Lui, continuer les activités de l'entreprise bénéficiant de l'autorisation ou de l'agrément initial durant la période qui précède la notification de la décision relative à la demande d'autorisation ou d'agrément. <L 2004-05-07/42, art. 6, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 4ter. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 491; En vigueur : 10-01-2005> En dérogation à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, les entreprises de sécurité qui se limitent à offrir exclusivement des services consistant dans les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, qui consistent en l'intervention après alarme, ou visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 4°, sans les exercer elles-mêmes, ne doivent pas disposer d'une autorisation comme entreprise de gardiennage.

En dérogation à l'article 4, § 1er, les entreprises de gardiennage, autorisées pour l'exercice d'activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, qui consistent en l'intervention après alarme, ou visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 4°, qui se limitent à offrir exclusivement des services de sécurité, visés à l'article 1er, § 3, sans les exercer elles-mêmes, ne doivent pas disposer d'un agrément comme entreprise de sécurité.

La responsabilité civile pour les activités offertes et à laquelle celles-ci peuvent donner lieu, est couverte par une assurance que l'entreprise qui offre les services a conclue avec une compagnie d'assurances. L'assurance répond aux conditions fixées à l'article 3, alinéa 2.

Les services mentionnés dans le présent article font l'objet d'une convention écrite entre l'entreprise qui les offre et le commanditaire. Cette convention contient, sous peine de nullité, les renseignements et dispositions suivantes :

1° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des entreprises qui effectueront les différents services offerts;

2° l'engagement de l'entreprise qui offre les services de ne pas faire exécuter, sans l'accord du commanditaire, les services offerts par une autre entreprise que celle qui est stipulée dans la convention;

3° une description détaillée des services offerts et des engagements de l'entreprise qui effectuera les services offerts;

4° le droit, pour quiconque fait appel aux services offerts, de renoncer annuellement, moyennant un délai de préavis d'au moins trois mois, à l'un ou plusieurs des services offerts ou de faire appel, pour ces services offerts, à une autre entreprise;

5° le nom et l'adresse de la compagnie d'assurance de l'entreprise qui offre les services, visée à l'alinéa 3, ainsi que le numéro de police du contrat d'assurance;

6° une mention de prix détaillée, contenant une indication de prix distincte pour les différents services offerts.

La nullité visée à l'alinéa 4 peut uniquement être invoquée par le commanditaire.

CHAPITRE III. - Conditions d'exercice.

Art. 5. (Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise, d'un service ou d'un organisme, visé à l'article 1er, ainsi que les personnes qui siègent au conseil d'administration d'une entreprise, d'un organisme ou d'une entreprise exerçant des activités telles que prévues à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, doivent satisfaire aux conditions suivantes :) <L 2004-05-07/42, art. 7, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

1° (ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, (à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière,) à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison. <L 2007-03-01/37, art. 139, 1°, 015; En vigueur : 24-03-2007>

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées à une peine de même nature par un jugement coulé en force de chose jugée, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Chaque entreprise, service ou organisme, visé à l'article 1er, est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès qu'il ou elle a connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, et doit immédiatement mettre fin à

toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise, ce service ou cet organisme.) <L 2004-05-07/42, art. 7, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

2° (être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne.) <L 1997-07-18/44, art. 5, 003; ED : 28-08-1997>

(3° avoir leur (résidence principale) dans un Etat membre de l'Union européenne;) <L 1999-06-09/52, art. 5, 005; En vigueur : 01-11-1999>

4° ne pas exercer simultanément des activités de détective privé, de fabricant ou de marchand d'armes ou de munitions ou toute autre activité qui, par le fait qu'elle est exercée par la même personne que celle (qui exerce une fonction dirigeante), peut constituer un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat. <L 2001-06-10/51, art. 6, 007; En vigueur : 19-07-2001>

5° satisfaire aux conditions de formation et d'expérience professionnelles, arrêtées par le Roi.

6° (ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police, tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi.) <L 1997-07-18/44, art. 5, 003; En vigueur : 28-08-1997> (NOTE : l'Arrêt n° 124/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule les mots "une des fonctions militaires ou" dans le présent 6°; le même arrêt y annule les mots "ni avoir exercé (...) une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi", en tant que ces termes comprennent les fonctions militaires; M.B. 25-12-1998, p. 41168-73.)

7° être âgées de vingt et un ans accomplis.

(8° satisfaire aux (conditions de sécurité) nécessaires à la fonction dirigeante et ne pas avoir commis de faits qui, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale, constituent un manquement grave à la déontologie professionnelle et de ce fait portent atteinte au crédit de l'intéressé.) <L 1999-06-09/52, art. 5, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 7, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(9° ne pas exercer simultanément des activités pour une entreprise ou un service qui offre des services visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, et pour une entreprise ou service qui effectue des activités pour des cafés ou endroits où on danse;

10° ne pas exercer simultanément des activités pour un service de sécurité et pour une entreprise ou service qui effectue des activités pour des cafés ou endroits où on danse;

11° ne pas assurer simultanément la direction effective d'un café ou d'un lieu où on danse et d'une entreprise qui offre des services visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°.) <L 2007-03-01/37, art. 139, 2°, 015; En vigueur : 24-03-2007>

Les conditions fixées aux 2°, 3° et 5° ne s'appliquent pas aux membres du conseil d'administration, pour autant qu'ils n'assurent pas la direction effective de l'entreprise (ou organisme). <L 2004-05-07/42, art. 7, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

La condition fixée au 3° ne s'applique pas aux entreprises de sécurité.

(La condition fixée au 5° ne s'applique pas aux entreprises de consultance en sécurité ni aux organismes de formation.) <L 2004-05-07/42, art. 7, 5°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 6. <L 1997-07-18/44, art. 6, 003; En vigueur : 28-08-1997> Les personnes qui exercent, dans (une entreprise, service ou organisme, visé à l'article 1er), une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire aux conditions suivantes : <L 2004-05-07/42, art. 8, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

1° (ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, (à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière) à une peine d'emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque, (...), à un emprisonnement, ou à une autre peine du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, (coups et blessures volontaires,) attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, (à l'article 227 du Code pénal) à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, aux articles 323, 324 et 324ter du Code pénal, dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, ou la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie. <L 2007-03-01/37, art. 140, 1°, 015; En vigueur : 24-03-2007>

Par dérogation à l'alinéa 1er, les personnes qui exercent des activités visées à l'article 1er, alinéa 1er, §§ 1er, 6°, 6 et 8, ne peuvent avoir été condamnées, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées à une peine de même nature par un jugement coulé en force de chose jugée, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Toute personne qui ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée est tenue d'en informer immédiatement les personnes qui assurent la direction effective de l'entreprise, du service ou de l'organisme.

L'entreprise, service ou organisme est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès qu'il ou elle a connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par

cette personne dans cette entreprise, service ou organisme.) <L 2004-05-07/42, art. 8, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

2° être ressortissants d'un état membre de l'Union européenne;

3° (avoir leur résidence principale dans un Etat membre de l'Union européenne.) <L 2001-06-10/51, art. 7, 007; En vigueur : 19-07-2001>

4° ne pas exercer simultanément des activités de détective privé, de fabricant ou de marchand d'armes ou de munitions ou toute autre activité qui, par le fait qu'elle est exercée par la même personne que celle (qui exerce une fonction d'exécution), peut constituer un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat; <L 2001-06-10/51, art. 7, 007; En vigueur : 19-07-2001>

5° satisfaire aux conditions de formation professionnelle (d'expérience professionnelle) et d'examens médical et psychotechnique, arrêtées par le Roi; <L 2004-05-07/42, art. 8, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police, tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi; (NOTE : l'Arrêt n° 124/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule les mots "une des fonctions militaires ou" dans le présent 6°; le même arrêt y annule les mots "ni avoir exercé (...) une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi", en tant que ces termes comprennent les fonctions militaires; M.B. 25-12-1998, p. 41168-73.)

7° être âgées de dix-huit ans accomplis.

(8° satisfaire aux (conditions de sécurité) nécessaires à l'exercice (d'une fonction d'exécution) et ne pas avoir commis de faits qui, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale, constituent un manquement grave à la déontologie professionnelle et de ce fait portent atteinte au crédit de l'intéressé.) <L 1999-06-09/52, art. 6, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 8, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(9° ne pas exercer simultanément des activités pour une entreprise ou service qui offre des services visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, et pour une entreprise ou service qui effectue des activités pour des cafés ou endroits où on danse;

10° ne pas exercer simultanément des activités pour un service de sécurité et pour une entreprise ou service qui effectue des activités pour des cafés ou endroits où on danse.) <L 2007-03-01/37, art. 140, 2°, 015; En vigueur : 24-03-2007>

(Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2°, 3° et 5°) ne s'appliquent pas au personnel administratif ou logistique des (entreprises, services et organismes) visées par le présent article. (...) <L 2001-06-10/51, art. 7, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 8, 5°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Est considéré comme personnel administratif et logistique au sens de la présente loi, le personnel qui ne prend aucune part à l'exercice des activités énumérées à l'article 1er.

(Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, de même que les conditions afférentes aux examens médical et psychotechnique, visées au 5°, ne s'appliquent pas au personnel des entreprises de sécurité ni à celui des organismes de formation.) <L 2004-05-07/42, art. 8, 6°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(La condition fixée au 5° ne s'applique pas au personnel des entreprises de consultance en sécurité.

La condition fixée au 6° ne s'applique pas au personnel des organismes de formation.) <L 2004-05-07/42, art. 8, 7°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Les conditions prévues à l'article 5 et au présent article doivent être remplies cumulativement par les personnes qui exercent simultanément des fonctions dirigeantes et exécutives.

Art. 6bis. (supprimé) <L 2004-05-07/42, art. 9, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 7. (ancien art. 6bis) <L 2004-05-07/42, art. 9, 008; En vigueur : 03-06-2004> § 1er. L'enquête sur les conditions de sécurité auxquelles les personnes visées aux articles 5 et 6 doivent répondre, est réalisée à l'initiative du fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur. <L 2004-05-07/42, art. 9, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1er ne demande une enquête sur les conditions de sécurité que lorsqu'il a constaté que l'intéressé est connu auprès des services visés à l'alinéa 3, pour des faits ou des actes définis par le Roi.

Suivant le cas, l'enquête est menée par les personnes visées à l'article 16, alinéa 1er, ou par la Sûreté de l'Etat.

§ 2. La nature des données qui peuvent être examinées a trait à des renseignements de police judiciaire ou administrative ou à des données professionnelles pertinentes dans le cadre des dispositions contenues aux articles 5, alinéa 1er, 4° et 8°, et 6, alinéa 1er, 4° et 8°.

La personne qui fait l'objet de l'enquête visée au § 1er, alinéa 1er, doit y consentir préalablement et une seule fois, par le biais de l'entreprise, du service ou de l'organisme pour laquelle ou lequel elle exerce ou exercera les activités visées à l'article 1er, selon des modalités à déterminer par le Ministre de l'Intérieur.

L'entreprise, le service ou l'organisme peut, au sujet de la personne qu'il souhaite engager, demander au fonctionnaire, visé à l'alinéa 1er, si celui-ci envisage une demande d'enquête sur les conditions de sécurité, et ce uniquement si cette personne a donné son consentement conformément à l'alinéa 2.

(§ 3. En vue de la vérification des conditions visées à l'article 5, alinéa 1er, 1° et 8°, et à l'article 6, alinéa 1er, 1° et 8°, préalables à la procédure visée au § 1er, les personnes travaillant au sein de la Direction générale de Sécurité et de Prévention, Direction Sécurité privée, du SPF Interieur, désignées par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, ont gratuitement et directement accès aux données figurant dans le casier judiciaire central, à l'exception des :

1° décisions annulées sur la base des articles 416 à 442 ou des articles 443 à 447bis du Code d'instruction criminelle;

2° décisions de retrait prises en vertu des articles 10 à 14 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage;

3° condamnations et décisions prononcées sur la base d'une disposition légale abrogée, à condition que la pénalité du fait ait été abrogée.

Elles peuvent prendre connaissance des données visées au § 2, alinéa 1er.

Les données à caractère personnel collectées ou reçues dans le cadre de l'alinéa 1er, sont immédiatement détruites dès que la décision administrative à laquelle l'examen de ces données à caractère personnel a donné lieu, est devenue définitive.) <L 2005-09-02/40, art. 2, 011; En vigueur : 07-10-2005>

Art. 8. § 1. (Les personnes qui travaillent au service ou pour le compte d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage peuvent porter une tenue de travail à condition :

1° qu'elle ne puisse prêter à confusion avec celle que portent les agents de la force publique;

2° que le modèle en soit approuvé par le Ministre de l'Intérieur ou par le fonctionnaire qu'il a désigné.

La tenue est toujours pourvue d'un emblème, suivant la manière définie par le Ministre de l'Intérieur et le modèle fixé par lui.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 2. (Par dérogation aux articles 11, 13 et 14 de la loi sur les armes, les autorisations de stockage, de détention et de port d'armes dans le chef des entreprises, services et personnes visées dans la présente loi, sont accordées, limitées, suspendues ou retirées par le ministre de l'Intérieur dans les conditions fixées par la présente loi, ainsi que selon les conditions supplémentaires déterminées par le Roi et selon une procédure qu'il détermine.

Sous réserve des dispositions visées à l'article 29 de la loi sur les armes, les infractions commises par les entreprises, services et personnes visés dans la présente loi à et en exécution de la disposition, visée à l'alinéa précédent, sont recherchées et constatées par les personnes visées à l'article 16 de la présente loi.) <L 2006-06-08/30, art. 41, 012; En vigueur : 09-06-2006>

En dehors de ces missions, les armes à feu sont conservées dans un magasin d'armes, sous la responsabilité d'un membre du personnel désigné à cette fin.

Un registre mentionne, pour chaque arme à feu, le membre du personnel qui en a disposé, à quel moment et pour quelle mission.

Le Roi peut limiter le nombre et la nature des armes utilisées et déterminer les conditions auxquelles doit satisfaire le magasin d'armes.

(Alinéa 6 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 11, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Lors de l'exercice de certaines activités de gardiennage, le Roi peut également interdire ou lier à des conditions le port d'armes. Pour l'exécution des activités suivantes, une arme ne peut en aucun cas être portée :

1° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 4° à 7°;

2° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, lorsqu'elles s'effectuent sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public;

3° les activités, visées à l'article 1er, §§ 3 et 6.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 3. (Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise ou d'un service, vise à l'article 1er, ainsi que les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1er, §§ 1er, 3 et 6, lorsqu'elles ont une résidence en Belgique ou lorsqu'elles n'ont pas de résidence en Belgique mais exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5° à 7°, doivent être détentrices d'une carte d'identification dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Intérieur. L'entreprise ou le service ne pourra elle-même délivrer à son personnel aucun document analogue.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

La carte d'identification est délivrée (par le Ministre de l'Intérieur ou par un fonctionnaire qu'il a désigné) lorsque l'intéressé satisfait aux conditions fixées aux articles 5 ou 6 de la présente loi ou, s'il n'a pas de résidence en Belgique, lorsqu'il satisfait au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente. <L 2004-05-07/42, art. 11, 5°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Les personnes visées à l'alinéa 1er, ne peuvent exercer d'activités que si elles portent la carte d'identification. Les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation de disposer d'une carte d'identification ne peuvent exercer d'activités que si elles portent une carte d'identification ou les documents définis par le Roi, dont il ressort qu'elles satisfont à toutes les conditions légales ou qu'elles satisfont au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente. Elles doivent remettre ces cartes d'identification ou documents à toute réquisition de personnes visées à l'article 16 de la présente loi.

Les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1er, §§ 1er et 3) doivent, lors de l'exercice de leurs activités, porter de manière clairement lisible la carte d'identification ou un insigne d'identification

mentionnant leur nom, la dénomination de l'entreprise et l'adresse du siège d'exploitation. <L 2004-05-07/42, art. 11, 6°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Le Roi fixe les modalités de délivrance, de durée de validité et de destruction des cartes d'identification.

(§ 3bis. Les entreprises et services qui exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, ne peuvent exercer ces activités qu'après avoir été explicitement désignés à cet effet dans un acte rendu public, édicté par l'autorité mandante ou l'autorité avec laquelle l'entreprise mandante a conclu une convention de concession.

Lors de l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, il est interdit à l'agent de gardiennage d'aller à la recherche de personnes impliquées, de témoins ou de responsables, de contrôler l'identité, de recueillir des renseignements complémentaires ou de procéder à des interrogatoires de personnes.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 7°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 4. (Le Roi fixe les normes techniques spécifiques auxquelles doivent satisfaire les véhicules dont les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage entendent faire usage pour l'exercice de leurs activités de gardiennage.

Le Ministre de l'Intérieur approuve les spécificités techniques des véhicules et peut prescrire que ceux-ci soient soumis à un contrôle technique supplémentaire aux frais du propriétaire.

Ces véhicules ne peuvent prêter à confusion avec ceux utilisés par la force publique.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 8°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 5. (Le Roi peut déterminer les moyens, méthodes et procédures que les entreprises et les services peuvent ou doivent utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1er, § 1er et § 3, dans le but de prendre des mesures afin de garantir une sécurité maximale.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 9°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

En cas d'urgence et en cas de menace grave et imminente pour l'ordre public, le Ministre de l'Intérieur peut, dans l'intérêt de l'ordre public, interdire temporairement ou de façon permanente, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, l'exercice de certaines missions ou l'usage de certains moyens ou certaines méthodes ou imposer des mesures de sécurité complémentaires.) <L 1997-07-18/44, art. 7, 003; En vigueur : 28-08-1997>

Nul ne peut être l'objet d'une surveillance ou protection particulière par une entreprise ou un service interne de gardiennage, sans y avoir donné son consentement exprès.

§ 6. (Le contrôle des vêtements ou des biens personnels est interdit, sauf dans les conditions visées aux § 6bis à § 6quater.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; En vigueur : 07-01-2007>

(§ 6bis. Le contrôle des vêtements et des biens personnels à l'entrée d'un lieu est interdit, sauf lorsque le contrôle est uniquement réalisé en vue de détecter des armes ou objets dangereux dont l'introduction

dans le lieu peut perturber le bon déroulement de l'événement ou mettre en péril la sécurité des personnes présentes, et, s'il s'agit d'activités se déroulant dans un lieu accessible au public, après que le bourgmestre compétent ait donné son accord, conformément aux modalités fixées par le ministre de l'Intérieur.

Les contrôles visés à l'alinéa 1er sont soumis aux conditions cumulatives suivantes :

- a) ils ne peuvent être réalisés que dans le cadre des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°;
- b) ils sont uniquement réalisés par des agents de gardiennage du même sexe que la personne contrôlée;
- c) ils ne peuvent être réalisés que si les personnes concernées se soumettent volontairement au contrôle;
- d) ils consistent exclusivement en une palpation superficielle des vêtements de la personne et en un contrôle des biens qui ont été déposés par elle, qu'elle porte sur elle-même ou dans ses bagages à main;
- e) ils portent exclusivement sur des biens pertinents vis-à-vis de leur objectif légal;
- f) ils ne sont pas systématiques mais se déroulent exclusivement s'il existe, sur la base du comportement de l'intéressé, d'indices matériels ou des circonstances, des motifs valables de croire que cette personne pourrait porter une arme ou un objet dangereux.

Les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès aux lieux dans lesquels un contrôle d'accès est instauré, à quiconque s'oppose à ce contrôle ou si l'on constate qu'il ou elle est en possession d'une arme ou d'un autre objet dangereux.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; En vigueur : 07-01-2007>

(§ 6ter. Le contrôle des biens personnels à la sortie d'un lieu est interdit, sauf si le contrôle est uniquement axé sur la constatation de vol de biens dans un espace commercial, vis-à-vis de clients.

Le contrôle peut uniquement être réalisé après qu'il ait été supposé préalablement a celui-ci, après observation, que le client quitte un espace commercial sans avoir payé certains biens qu'il a sur lui.

Le contrôle est soumis aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la condition visée à l'article 8, § 6bis, alinea 2, a), c) et e), étant entendu que les contrôles ne peuvent pas être effectués par des personnes qui agissent dans le cadre de l'article 2, § 1bis, 1°;
- b) le contrôle consiste exclusivement dans le contrôle des biens présentés volontairement par l'intéressé et qu'il porte sur lui ou dans son bagage à main;
- c) l'intéressé est averti au plus tard en pénétrant dans le lieu que des contrôles peuvent être effectués à la sortie;
- d) l'intéressé a donné son consentement individuel au contrôle.

Le Roi peut déterminer d'une manière plus précise les méthodes et procédures du contrôle.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; En vigueur : 07-01-2007>

(§ 6quater. Le contrôle des biens des personnes à la sortie d'un lieu est interdit, sauf si le contrôle est uniquement axé sur la prévention ou la constatation de vol de biens dans une entreprise ou sur un lieu de travail, vis-à-vis des personnes qui y travaillent.

Le contrôle peut être réalisé soit :

a) si sur la base du comportement de l'intéressé, d'indices matériels ou des circonstances, il existe des motifs valables de croire que cette personne a dérobé des biens à l'endroit qu'elle quitte;

b) par échantillonnage.

Le contrôle est soumis aux conditions cumulatives suivantes :

a) la condition visée à l'article 8, § 6ter, alinéa 3, a), et c) ;

b) dans le cas visé à l'alinéa 2, a), l'intéressé a donné son consentement individuel au contrôle;

c) le contrôle est effectué conformément aux conditions relatives à l'information et au consentement prévues par la convention collective du travail qui est conclue au sein du Conseil National du Travail au sujet de la prévention du vol et des contrôles à la sortie des travailleurs qui quittent l'entreprise ou le lieu de travail et lorsque cette convention collective de travail n'est pas d'application, à condition que l'intéressé ait donné son consentement individuel;

d) dans le cas où la convention collective du travail, telle que visée sous c), est d'application au lieu concerné mais ne l'est pas vis-à-vis de la personne concernée, le contrôle, tel que visé à l'alinéa 2, b), ne peut avoir lieu que s'il est satisfait à la condition visée à l'article 8, § 6ter, alinéa 3, d) ;

e) le contrôle consiste exclusivement dans le contrôle des biens présentés volontairement par l'intéressé, qu'il porte sur lui ou dans son bagage à main ou qui se trouvent à l'intérieur de son véhicule.

Le ministre de l'Intérieur peut, en dérogation à l'alinéa 2, b), délivrer temporairement et de manière renouvelable l'autorisation d'effectuer des contrôles systématiques, si toutes les conditions suivantes sont cumulativement respectées :

1° la demande en ce sens émane de l'entreprise ou du service à laquelle ou auquel les agents de gardiennage qui vont effectuer les contrôles appartiennent;

2° il est démontré à l'aide d'un avis de sécurité que d'autres moyens ou méthodes empiétant moins dans la sphère de la vie privée ne peuvent contribuer efficacement à la réalisation de l'objectif visé;

3° il existe au sujet des contrôles à effectuer un accord écrit conclu au sein du conseil d'entreprise, et à défaut de conseil d'entreprise, entre l'employeur et la délégation syndicale et, à défaut de délégation syndicale, les employes.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; En vigueur : 07-01-2007>

(§ 7. Un agent de gardiennage ne peut jamais refuser à quiconque l'accès à un lieu accessible au public sur la base d'une discrimination directe ou indirecte, telle que visée à l'article 2, §§ 1er et 2, de la loi luttant contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Un agent de gardiennage ne peut, en particulier lors d'un contrôle d'accès, d'un contrôle de vêtements et de biens ou lors d'une invitation à quitter un lieu, faire usage ni de la contrainte ni de la force, à l'exception de la contrainte qui est nécessaire dans le cadre de l'exercice du droit visé à l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 11°, 008; En vigueur : 03-06-2004> <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; En vigueur : 07-01-2007>

(§ 8. Les personnes qui exercent des activités visées à l'article 1er de la présente loi, ne peuvent poser d'autres actes que ceux qui découlent des droits dont dispose tout citoyen ainsi que des compétences expressément prévues par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution.) <L 2001-06-10/51, art. 9, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(Elles ne peuvent exercer leurs compétences que dans la mesure où, conformément à une loi, celles-ci ne sont pas exclusivement réservées aux représentants de l'autorité publique.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 12°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 9. Il est interdit aux agents de gardiennage de recevoir des pourboires ou autres rétributions de la part de tiers, à l'exception des cas et selon les modalités déterminés par le Roi.) <L 2001-06-10/51, art. 9, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(§ 10. A l'exception des articles 40bis.1 à 3, 41.3.1 et 2, 59.19, alinéa 2 et 59.21, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, la réglementation qui s'applique aux activités exercées par les surveillants habilités, les signaleurs, les capitaines de route, les chefs de groupe et les maîtres de chantier, ne s'applique pas à l'exercice, par des agents de gardiennage, de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 7°.

§ 11. Il est interdit aux agents de gardiennage de se faire présenter ou remettre, de contrôler, de copier ou de conserver des documents d'identité de personnes, sauf dans les cas suivants, et pour autant qu'ils n'opèrent pas dans le cadre de l'article 2, § 1erbis :

1° (la présentation de documents d'identité, durant le temps nécessaire au contrôle de l'identité, à l'entrée de lieux non accessibles au public, qui peuvent représenter un risque particulier pour la sécurité;) <L 2004-12-27/30, art. 492, 009; En vigueur : 10-01-2005>

2° la présentation de documents d'identité, pour autant que l'agent de gardiennage soit affecté par l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard à des tâches de contrôle d'accès au sens de l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Ces contrôles d'identité sont en outre soumis à la condition préalable que l'intéressé, après avoir été informé par les agents de gardiennage de son droit de s'opposer à ce contrôle, y a consenti de manière volontaire. Les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès aux endroits auxquels le contrôle se

rapporte, à tous ceux qui s'opposent à ce dernier.) <L 2004-05-07/42, art. 11, 13°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 9. § 1er. (Lorsque les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, ils informent les instances suivantes, préalablement à l'exécution de ces activités :

1° lorsqu'ils ont un siège d'exploitation en Belgique, le chef de corps de la police locale à laquelle appartient la commune dans laquelle les activités de gardiennage, visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, 5° à 7°, sont effectuées et, s'il s'agit d'activités qui se déroulent sur le territoire de plusieurs zones de police, le ou les directeurs coordonnateurs administratifs concernés;

2° lorsqu'ils ont un siège d'exploitation en Belgique et, dans le cas d'activités telles que visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 2°, ou dans tous les cas lorsqu'ils n'ont pas de siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur.

Le chef de corps et, le cas échéant, le directeur coordonnateur administratif qui ont reçu ces renseignements, les transmettent aux bourgmestres concernés et les tiennent à la disposition du Ministre de l'Intérieur, qui peut les demander à tout moment.) <L 2004-05-07/42, art. 12, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 2.) Lors de la surveillance et de la protection de transports de (valeurs) (...), ils informent préalablement (la police fédérale). <L 2001-06-10/51, art. 10, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 12, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Cette information doit leur être transmise en temps utile et comprendre, en tout cas, toutes les indications concernant la nature, les lieux, dates et heures du transport, qui sont indispensables au bon exercice de la mission des forces de police.

§ 3. (Le Roi peut définir les documents et renseignements qui doivent être transmis par les entreprises et les services en application des §§ 1er et 2.) <L 2004-05-07/42, art. 12, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 4. (Les entreprises, services et organismes, visés à l'article 1er) répondent sans délai à toute demande d'information concernant leurs activités, émanant des autorités judiciaires et administratives ou des fonctionnaires et agents chargés du contrôle de l'exécution de la présente loi. <L 2004-05-07/42, art. 12, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 10. <L 1997-07-18/44, art. 8, 003; En vigueur : 28-08-1997> Sans préjudice de l'article 30 du Code d'Instruction criminelle et de l'article 1er, 3° de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, (les entreprises, services et organismes visés à l'article 1er, ainsi que les membres du personnel de ces entreprises, services ou

organismes) et les personnes travaillant pour leur compte communiquent sans délai aux autorités judiciaires, chaque fois qu'elles le demandent, toutes les informations relatives aux délits dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités. <L 1999-06-09/52, art. 10, 005; ED : 01-11-1999> <L 2001-06-10/51, art. 11, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 13, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 11. (§ 1er.) Sans préjudice de l'article 422bis du Code pénal et de toute autre obligation légale de prêter assistance aux personnes en danger, il est interdit aux entreprises de gardiennage (, aux entreprises de consultance en sécurité) (et aux services internes de gardiennage), dans le cadre de leurs activités : <L 2001-06-10/51, art. 12, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 14, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

a) de s'immiscer ou d'intervenir dans un conflit politique ou dans un conflit de travail;

b) d'intervenir lors de ou à l'occasion d'activités syndicales ou à finalité politique.

Il est également interdit (aux entreprises, services et organismes) d'exercer une surveillance sur les opinions politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales (ou sur l'appartenance mutualiste), ainsi que sur l'expression de ces opinions (ou de cette appartenance) et de créer à cette fin des banques de données. <L 1997-07-18/44, art. 9, 003; ED : 28-08-1997> <L 2004-05-07/42, art. 14, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 2.) Il est interdit aux (entreprises) de communiquer à des tiers une information quelconque sur leurs clients et les membres du personnel de ces derniers. <L 2004-05-07/42, art. 14, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 3.) (Les lieux visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 2, sont les suivants :

1° les lieux accessibles au public appartenant aux infrastructures des sociétés de transport public et aéroports, pour autant que le comportement des agents de gardiennage n'entraîne pas de confusion avec celui des agents de la force publique et pour autant que les services internes de gardiennage ou les entreprises aient reçu l'autorisation du Ministre de l'Intérieur pour ce faire;

2° les lieux où un événement, qui remplit les conditions mentionnées à l'alinéa 3, est organisé et durant sa durée, et dont le périmètre à l'intérieur duquel se déroule l'événement est délimité de manière visible pour le public;

3° les lieux non habités qui sont fermés au public de manière temporaire ou périodique et pendant la durée de cette fermeture;

4° les portions de la voie publique attenantes aux bâtiments d'institutions internationales ou d'ambassades déterminées par le Ministre de l'Intérieur, et dont l'accès au public est limité de manière temporaire et pendant la durée de cette limitation.

Tout événement visé au 2° de l'alinéa 2 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° l'événement est exclusivement à caractère culturel, folklorique ou sportif;

2° l'autorité n'est pas concernée par son organisation;

3° l'autorité administrative ne dispose pas d'éléments pouvant indiquer que l'ordre public sera perturbé au cours de l'événement.

Dans les cas visés aux 2° à 4°, de l'alinéa 2, un règlement de police fixe la délimitation de la zone où peuvent être exercées les activités de gardiennage, la durée ou, le cas échéant, la périodicité pendant laquelle la mesure s'applique ainsi que l'entreprise de gardiennage qui va exécuter la mission.

Dans les cas visés aux 1° à 4°, de l'alinéa 2, le début et la fin de la zone où les activités se déroulent sont indiqués de façon visible et d'une manière déterminée par le Ministre de l'Intérieur.) <L 2004-05-07/42, art. 14, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 12. <L 1999-06-09/52, art. 12, 005; En vigueur : 01-11-1999> (Alinéa 1 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 15, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Alinéa 2 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 15, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Le Roi détermine (...) les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes et centraux d'alarme visés à l'article 1er, § 4, et de leurs composants. <L 2004-05-07/42, art. 15, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 13. <L 2004-05-07/42, art. 16, 008; En vigueur : 03-06-2004> Tout véhicule utilisé par une entreprise ou un service, sur lequel une inscription réfère à l'activité autorisée ou agréée ainsi que tout document émanant d'une entreprise, service ou organisme visé à l'article 1er, doivent faire mention de l'autorisation visée à l'article 2 ou de l'agrément visé à l'article 4.

CHAPITRE IIIbis. - Conditions particulières d'exercice pour l'organisation de services de sécurité au sein d'une société publique de transports en commun. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005>

Section première. - Champ d'application. <Insérée par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 13.1. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Nonobstant les autres dispositions de cette loi, les dispositions visées au présent chapitre sont exclusivement d'application :

1° aux services de sécurité visés à l'article 1er, § 11, et aux agents de sécurité qui appartiennent à un service de sécurité;

2° dans les lieux faisant parties de l'infrastructure exploités par les sociétés publiques de transports en commun, tel que définis par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, et les véhicules de transport.

Art. 13.2. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; ED : 10-01-2005> Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur relative à l'organisation des transports publics, les agents de sécurité assermentés peuvent constater les infractions prévues par ces dispositions. Ils jouissent des compétences qui leur sont accordées selon ces dispositions.

Art. 13.3. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Sont considérées comme sociétés publiques de transports en commun au sens du présent chapitre, (la S.N.C.B.-Holding S.A. et) chaque personne morale de droit public qui organise le transport de voyageurs ou de biens sur le territoire belge. <L 2005-09-02/40, art. 3, 011; En vigueur : 07-10-2005>

Les compétences particulières visées aux articles 13.5, 13.11, alinéa 1er, 1°, et 13.12 à 13.14, peuvent uniquement être exercées en attendant que la police arrive sur place.

Section II. - Moyens. <Insérée par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 13.4. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Les agents de sécurité sont tenus de porter une tenue de travail. Cette tenue doit répondre aux dispositions de l'article 8, § 1er.

Art. 13.5. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> (par dérogation à l'article 3, § 1er, 10°), de la loi sur les armes), les agents de sécurité peuvent exclusivement être munis d'un spray de petite capacité, qui contient un produit non gazeux neutralisant ne causant aucun dommage corporel ou matériel permanent, et de son étui. <L 2006-06-08/30, art. 42, 012; En vigueur : 09-06-2006> <L 2006-07-20/39, art. 40, 013; En vigueur : 09-06-2006>

Le Roi détermine dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres le modèle et le contenu du spray que les agents de sécurité peuvent porter, ainsi que la manière dont ils doivent le porter et les circonstances dans lesquelles ils peuvent l'utiliser.

Art. 13.6. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Les agents de sécurité peuvent être munis de menottes. Le Roi détermine dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions d'utilisation des menottes, les circonstances dans lesquelles elles peuvent être portées et utilisées ainsi que leur type et leur modèle.

Art. 13.7. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> La décision d'utiliser les possibilités prévues aux articles 13.5 et 13.6 est prise par l'autorité de tutelle fédérale en ce qui concerne les services de sécurité qui travaillent pour les sociétés publiques de transports en commun fédérales, et par le ministre de l'Intérieur en ce qui concerne les services de sécurité qui travaillent pour les sociétés publiques de transports en commun régionales.

Art. 13.8. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> La réglementation en vigueur reste d'application aussi longtemps que les arrêtés royaux délibérés en Conseil des ministres, visés aux articles 13.5 et 13.6, ne sont pas entrés en application.

Section III. - Compétences. <Insérée par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 13.9. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Sans préjudice de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les agents de sécurité informent les services de police chaque fois que, dans l'exercice de leurs activités, ils prennent connaissance d'un délit de droit commun ou d'un crime.

Ils font à cet effet rapport aux services de police.

Art. 13.10. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Pour autant que cela s'inscrive dans le cadre de la politique en vigueur de la société publique de transports en commun, les agents de sécurité peuvent refuser aux personnes qui ne sont pas en possession d'un titre de transport valable, l'accès à la zone instituée et clairement délimitée par la société publique de transports en commun dans laquelle la possession d'un titre de transport est exigée.

Les agents de sécurité peuvent demander à une personne qui se trouve dans la zone précitée sans être en possession d'un titre de transport valable, de quitter ladite zone ou de se mettre en règle auprès d'un agent de la société publique de transports en commun dans le respect des règles en vigueur en matière

de paiement du transport, pour autant que cette demande s'inscrive dans le cadre de la politique en vigueur de la société publique de transports en commun.

Les agents de sécurité peuvent écarter par la force une personne de la zone de contrôle des titres de transport, après que successivement :

- a. la demande a été adressée à la personne, visée à l'alinéa 2;
- b. l'intéressé a manifestement ignoré la demande;
- c. les agents de sécurité l'ont informé qu'il serait écarté par la force de la zone dans laquelle la possession d'un titre de transport est exigée;
- d. il continue d'ignorer délibérément la demande.

Art. 13.11. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Par dérogation à l'article 8, § 11, les agents de sécurité visés au présent chapitre peuvent demander à des personnes de présenter ou transmettre des documents d'identité. Ils peuvent les contrôler, les copier ou les retenir, dans les cas suivants :

1° après que l'intéressé ait commis un délit de droit commun ou un crime, le temps nécessaire pour identifier l'auteur des faits;

2° le temps nécessaire pour identifier des personnes ayant commis des infractions à la réglementation en vigueur en matière de transports en commun.

Ces contrôles d'identité sont soumis à la condition préalable que l'intéressé y ait consenti de son plein gré, après avoir été informé par l'agent de sécurité de son droit de s'opposer au contrôle.

Art. 13.12. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> § 1er. Les agents de sécurité peuvent retenir des personnes si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

1° l'intéressé a commis un délit de droit commun ou un crime, ou s'il est mineur, un fait décrit comme un délit de droit commun ou un crime;

2° l'agent de sécurité, chargé de la rétention ou un membre du personnel de la société publique de transport en commun a été le témoin oculaire de cette infraction ou de ce fait;

3° après que l'agent de sécurité lui ait demandé de présenter sa carte d'identité, le suspect refuse de s'identifier. Cependant, les personnes qui ne sont pas en mesure de présenter des documents d'identité, mais qui s'identifient de leur plein gré à l'aide d'autres documents, ne peuvent pas être retenues;

4° l'agent de sécurité chargé de la rétention a, préalablement à la rétention, averti l'intéressé qu'il sera retenu en cas d'absence d'identification;

5° la rétention se produit immédiatement après que l'infraction a été commise;

6° immédiatement après la rétention, un service de police est informé. Si la rétention a lieu dans un véhicule en mouvement, l'avertissement doit se faire au plus tard au moment où l'intéressé est éloigné du véhicule;

7° l'intéressé est soustrait le plus rapidement possible à la vue du public.

Si, à la suite du délit ou du crime, la victime a reçu des blessures physiques apparentes, l'alinéa 1er, 3°, n'est plus d'application.

§ 2. Jusqu'à l'arrivée des fonctionnaires de police, l'intéressé reste sous la surveillance directe d'au moins un agent de sécurité. Il est interdit d'enfermer l'intéressé ou de l'attacher à un endroit par quelque moyen que ce soit.

La rétention ne peut durer plus longtemps que les circonstances le justifient.

§ 3. Il faut en tout état de cause y mettre fin immédiatement :

a) si le service de police averti fait savoir qu'il ne viendra pas sur place;

b) si le service de police averti signale qu'il ne viendra pas sur place ultérieurement dans les 30 minutes à compter de l'avertissement;

c) si le service de police averti signale qu'il arrivera sur place, mais que les fonctionnaires de police appelés ne sont pas sur place ultérieurement dans les 30 minutes après que le service de police a été averti.

d) si l'intéressé présente un document d'identité aux agents de sécurité ou s'identifie à l'aide d'autres documents, sauf si le § 1er, alinéa 2, est d'application.

Art. 13.13. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Dans le cadre d'une rétention telle que visée à l'article 13.12, les agents de sécurité peuvent procéder à un contrôle de sécurité, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le contrôle est uniquement réalisé en vue de détecter des armes ou objets dangereux pouvant mettre en péril la sécurité des personnes ou pouvant endommager le matériel de la société publique de transports en commun;

2° le contrôle peut être uniquement réalisé par des agents de sécurité du même sexe que la personne concernée;

3° il consiste exclusivement en une palpation superficielle des vêtements de la personne et en un contrôle de ses bagages à main.

Art. 13.14. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> § 1er. L'utilisation de menottes n'est autorisée que dans le cadre de la rétention visée à l'article 13.12, § 1er, et si les conditions suivantes sont successivement remplies :

- 1° l'intéressé a été retenu dans les circonstances visées à l'article 13.12;
- 2° l'intéressé est manifestement majeur;
- 3° l'intéressé a eu recours à la force physique avant ou pendant la rétention;
- 4° l'intéressé a été préalablement averti par l'agent de sécurité qu'il serait menotté s'il continuait de recourir à la force physique ou de se rebeller;
- 5° malgré cet avertissement, l'intéressé ne peut être maîtrisé que par l'utilisation de menottes.

L'utilisation de menottes doit se limiter aux cas de nécessité absolue et dans les cas où aucune autre méthode, moins radicale, ne permet la rétention.

§ 2. Les menottes ne peuvent être retirées que par les fonctionnaires de police venus sur place.

Par dérogation à l'alinéa 1er, elles doivent être retirées immédiatement par les agents de sécurité dans les circonstances suivantes :

- 1° dans les circonstances définies à l'article 13.12, § 3;
- 2° si l'état de santé de l'intéressé l'exige.

Art. 13.15. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; ED : 10-01-2005> Afin d'éviter que les agents de sécurité n'exercent leurs compétences en dehors des circonstances prévues au présent chapitre et de permettre à l'intéressé de contester en droit les actions des agents de sécurité, ces derniers, qui ont posé les actes visés aux articles 13.5. et 13.12 à 13.14, remettent à l'intéressé un formulaire qui contient les données nécessaires relatives au lieu des actions, le numéro de la carte d'identification des agents de sécurité concernés, la procédure suivie et les circonstances des actions. Le ministre de l'Intérieur détermine le modèle de ce formulaire.

Afin de permettre à l'autorité judiciaire, aux fonctionnaires et agents désignés par le Roi, visés à l'article 16 et au Comité permanent de contrôle des services de police, tel qu'instauré par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, de contrôler le respect des dispositions visées aux articles 13.1 à 13.17, le service de sécurité tient un registre à jour concernant les

actions prévues aux articles 13.5 et 13.12 à 13.14. Le ministre de l'Intérieur détermine la forme et le contenu de ce registre, ainsi que la durée de l'enregistrement des données à mentionner.

Section IV. - Contrôle. <Insérée par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005>

Art. 13.16. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Les fonctionnaires et agents désignés par le Roi, visés à l'article 16 et le Comité permanent de contrôle des services de police, tel qu'instauré par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, sont habilités à exercer une surveillance sur les services et les agents de sécurité qui travaillent pour une société publique de transports en commun dans le cadre de cet emploi ou de ces missions.

Les services de police sont habilités à exercer une surveillance sur le respect des conditions auxquelles les actions visées aux articles 13.5 et 13.12 à 13.14 sont soumises. Les alinéas 3 à 5 de cet article leur sont applicables.

Le Comité permanent de contrôle des services de police a le droit de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

L'original de ce procès-verbal est envoyé dans les quinze jours suivant la constatation de l'infraction :

1° au fonctionnaire visé à l'article 19, § 2, si les faits constatés consistent en des infractions administratives;

2° au procureur du Roi si les faits constatés consistent en des délits.

Une copie de ce procès-verbal est en même temps transmise au contrevenant.

Art. 13.17. <Inséré par L 2004-12-27/30, art. 493; En vigueur : 10-01-2005> Le Comité permanent de contrôle des services de police a à tout moment accès à l'infrastructure de la société publique de transports en commun où le service de sécurité exerce ou peut exercer ses missions de contrôle. Il peut prendre connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette fin.

Il peut ordonner sur place la cessation d'une action qui constitue une infraction aux dispositions de la présente loi qui concernent les services de sécurité et leurs membres.

Il peut, dans l'exercice de ses fonctions, requérir l'assistance des services de police.

CHAPITRE IV. - Contrôle.

Art. 14. <L 1997-07-18/44, art. 10, 003; En vigueur : 28-08-1997> (Les entreprises, services et organismes visés à l'article 1er) envoient annuellement au Ministre de l'Intérieur, à la date qu'il détermine, un rapport d'activités dont il arrête la teneur. <L 2004-05-07/42, art. 17, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Le Ministre de l'Intérieur fait annuellement rapport par écrit à la Chambre des représentants, avant le 30 octobre, au sujet de l'application de la présente loi.

(Le Ministre de l'Intérieur informe chaque année la Chambre des représentants de l'évolution des moyens techniques qui peuvent limiter les risques en matière de sécurité encourus par les agents de gardiennage dans l'exercice de leurs missions, ainsi que des mesures qui ont été prises afin de stimuler l'utilisation de ces moyens.) <L 2004-05-07/42, art. 17, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 15. (§ 1er. (Les personnes affectées par une entreprise, service ou organisme, aux activités visées à l'article 1er, effectuent celles-ci sous l'autorité exclusive du personnel chargé de la direction effective de l'entreprise, service ou organisme.) <L 2004-05-07/42, art. 18, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(L'entreprise, service ou organisme) prend toutes les mesures de précaution nécessaires et les personnes chargées de la direction réelle effectuent les contrôles nécessaires afin que les membres de leur personnel ou les personnes qui travaillent pour leur compte respectent les lois en général et, plus particulièrement, cette loi et ses arrêtés d'exécution.) <L 1999-06-09/52, art. 13, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 18, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 2.) Indépendamment de la faculté de saisir les autorités judiciaires, toute personne peut dénoncer au Ministre de l'Intérieur les irrégularités qu'elle constate dans des (à propos des activités visés à l'article 1er). <L 1999-06-09/52, art. 13, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 18, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 3. Nul ne peut avoir recours aux prestations de service d'une entreprise de gardiennage non autorisée (d'une entreprise de consultance en sécurité non autorisée) ou d'une entreprise de sécurité non agréé.) <L 2001-06-10/51, art. 13, 007; En vigueur : 19-07-2001> <L 2004-05-07/42, art. 18, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 16. Les (membres des services de police) et les fonctionnaires et agents désignés par le Roi surveillent l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. Ils ont le droit de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. <L 2001-06-10/51, art. 14, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(Alinéa 2 abrogé) <L 2004-05-07/42, art. 19, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Les personnes chargées du contrôle ont, à tout moment, accès (à l'entreprise, au service ou à l'organisme ou aux lieux dans lesquels les activités prévues à l'article 1er sont exercées). Elles peuvent prendre connaissance de toutes les pièces qui sont nécessaires à cette fin. <L 2004-05-07/42, art. 19, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Elles peuvent ordonner sur place la cessation d'une action qui constitue une infraction aux articles 2, 4 ou 8, §§ 1er, 2, 5, 6, 6bis, 9 ou 11, et aux arrêtés d'exécution de la loi. Lorsque l'infraction se rapporte aux articles 2 ou 4, l'ordre doit être confirmé par le fonctionnaire compétent visé à l'article 19, § 2, dans les dix jours ouvrables de la réception du procès-verbal qui constate l'infraction sur laquelle l'ordre de cessation est basé.) <L 2004-05-07/42, art. 19, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Les fonctionnaires et agents peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance (des services de police). <L 2001-06-10/51, art. 14, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(Le procès-verbal qui constate l'infraction doit être envoyé dans les quinze jours au fonctionnaire compétent visé à l'article 19, § 2.

Une copie du procès-verbal est transmise :

1° au contrevenant;

2° au procureur du Roi, pour autant que l'infraction constatée se rapporte à l'article 8, § 2, alinéas 2 à 5, à l'article 10 ou à l'article 11, ou que les faits constatés puissent constituer une infraction.) <L 2004-05-07/42, art. 19, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

CHAPITRE V. - Sanctions.

Art. 17. Sans préjudice des articles 18 et 19, le Ministre de l'Intérieur peut, conformément à une procédure à déterminer par le Roi :

1° (retirer ou suspendre, pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour certaines d'entre elles, pour tous les lieux où elles sont exercées ou pour certains de ces lieux seulement, l'autorisation ou l'agrément lorsque l'entreprise, le service ou l'organisme, visé à l'article 1er, ne respecte pas les prescriptions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, ou ne satisfait plus à leurs conditions, ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, ou lorsque des lacunes sont constatées dans le contrôle exercé par une telle entreprise ou un tel service sur le respect des dispositions de la présente loi par les membres de leur personnel ou les personnes qui travaillent pour leur compte;) <L 2004-05-07/42, art. 20, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(2° retirer aux personnes visées à l'article 8, § 3, ou retenir pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour partie d'entre elles, pour tous les lieux où ces activités sont

exercées ou pour certains d'entre eux, la carte d'identification qui leur a été délivrée conformément à ladite disposition, lorsque ces personnes ne respectent pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution (ou ne satisfont plus à leurs conditions); <L 2001-06-10/51, art. 15, 007; En vigueur : 19-07-2001>

3° (...) <L 2004-05-07/42, art. 20, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Les décisions prévues au premier alinéa sont motivées et sont prises après avoir entendu les intéressés.

La procédure prévue au premier alinéa contient les règles destinées à assurer le respect des droits de la défense, la motivation et la notification des décisions.

Art. 17bis. <Inséré par L 2004-04-25/75, art. 2; En vigueur : 03-06-2004> A la demande d'une association professionnelle dotée de la personnalité juridique et désignée par le ministre de l'Intérieur, le président du tribunal de commerce constate et ordonne la cessation de toute action qui constitue une infraction aux dispositions des articles 2 et 4.

La demande est introduite et instruite selon les formes du référé. Elle est formée par requête qui, sous peine de nullité, contient les mentions suivantes :

1. la date complète;
2. le nom ainsi que le lieu d'établissement du requérant;
3. le nom ainsi que l'adresse de la personne morale et de son représentant légal ou de la personne physique contre laquelle la demande est formée;
4. l'objet et l'exposé des moyens de la demande;
5. la signature du représentant du requérant.

Elle est déposée en quatre exemplaires au greffe du tribunal de commerce ou envoyée à ce greffe par lettre recommandée à la poste. Le greffier du tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire et l'invite à comparaître au plus tôt dans les trois jours et au plus tard dans les huit jours de l'envoi du pli judiciaire, auquel est joint un exemplaire de la requête introductive.

Il est statué sur la demande nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute autre juridiction. Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution. Le jugement est communiqué dans la huitaine au ministre de l'Intérieur à la diligence du greffier du tribunal.

Art. 18. (Les infractions aux articles 8, § 2, alinéas 2 à 5, et 11, sont punies d'une amende de 25,00 à EUR 25 000,00. Les infractions à l'article 10 sont punies d'une amende de 2,50 à EUR 2 500,00.) <L 2001-06-10/51, art. 16, 007; En vigueur : 19-07-2001>

Les dispositions du livre premier du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application aux infractions définies par la présente loi et par ses arrêtés d'exécution.

Toutefois, sans préjudice de l'article 56 du Code pénal, la peine ne pourra, en cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation, être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction.

Les personnes physiques ou morales visées à l'article 1er sont civilement responsables du paiement des amendes et des frais auxquels leurs administrateurs, les membres de leur personnel dirigeant et d'exécution, leurs préposés et leurs mandataires sont condamnés en vertu du présent article.

(...) <L 1997-07-18/44, art. 12, 003; En vigueur : 28-08-1997>

Pour l'application des dispositions du Code d'instruction criminelle, notamment des articles 63 et 182, l'administration compétente pour l'application de la présente loi est considérée comme lésée par les infractions visées au présent article.

(...) <L 2001-06-10/51, art. 16, 007; En vigueur : 19-07-2001>

Art. 19. § 1. (A toute personne physique ou morale qui ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, à l'exception des infractions visées à l'article 18, il peut :

1° être adressé un avertissement par lequel le contrevenant est exhorté à mettre fin au fait imputé;

2° ou être proposé un arrangement à l'amiable portant sur la moitié du montant de l'amende administrative visée au 3°, sans toutefois être inférieur à 100 euros. Le paiement du montant de l'arrangement à l'amiable annule la procédure visant à infliger une amende administrative;

3° ou être infligé une amende administrative de 100 euros à 25.000 euros étant entendu que l'amende administrative en cas d'infraction aux dispositions visées à ou en vertu de :

- l'article 2, § 1er ou l'article 4, est comprise entre 12.500 euros et 25.000 euros;

- l'article 1er, § 1er, alinéas 2, 4 ou 6, l'article 2, § 2, l'article 3, l'article 9, § 4, ou l'article 15, est comprise entre 7.500 euros et 15.000 euros;

- l'article 8, à l'exclusion du § 3, ou un des articles 13.1 jusque et y compris 13.14, est comprise entre 2.500 euros et 10.000 euros;

- l'article 5, alinéa 1er, 1°, 5° ou 8°, l'article 6, alinéa 1er, 1° ou 8°, l'article 4bis, l'article 8, § 3, l'article 9, l'article 14 ou l'article 20, est comprise entre 1.000 euros et 2.500 euros;

- l'article 6, alinéa 1er, 5°, est comprise entre 500 euros et 1.000 euros.) <L 2005-09-02/40, art. 4, 011; En vigueur : 07-10-2005>

(alinéa 2 abrogé) <L 2005-09-02/40, art. 4, 011; En vigueur : 07-10-2005>

(Les taux applicables aux amendes administratives sont :

1° majorés de moitié si, dans l'année après qu'un avertissement ait été adressé au contrevenant, tel que visé à l'alinéa 1er, 1°, l'agissement qui y a donné lieu est constaté;

2° doublés si l'infraction est constatée dans les trois ans qui suivent l'acceptation d'un accord à l'amiable ou la décision d'infliger une amende administrative;

3° doublés si l'infraction est constatée alors qu'elle l'a déjà été et que la cessation de l'agissement a été ordonnée dans le cadre de l'article 16, alinéa 3.

En cas de concours d'infractions, les différents taux sont comptabilisés, sans que le montant total de ces taux ne puisse excéder le montant maximal visé à l'alinéa 1er, 3°.) <L 2004-12-27/30, art. 494, 009; En vigueur : 10-01-2005>

§ 2. (Le Roi désigne les fonctionnaires compétents visés aux articles 16, 19 et 20.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 3°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Le Procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal, (, visé à l'article 16, alinéa 5,) pour examiner la qualification des faits et, le cas échéant, pour informer le (fonctionnaire compétent) visé à l'alinéa premier de ce qu'au vu de cette qualification, il estime devoir faire application de l'article 18.) <L 1997-07-18/44, art. 13, 003; En vigueur : 28-08-1997> <L 2004-05-07/42, art. 21, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 3. (Le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er, décide s'il y a lieu d'adresser un avertissement, de proposer un accord à l'amiable ou d'infliger une amende administrative.) <L 2004-12-27/30, art. 494, 009; En vigueur : 10-01-2005>

(§ 4. L'avertissement est porté à la connaissance du contrevenant par une lettre recommandée. L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et les dispositions violées;

2° le délai dans lequel ces faits doivent cesser;

3° que, si aucune suite n'est réservée à l'avertissement, une amende administrative pourra être infligée conformément au § 5.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 7°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 5. Le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er, décide d'infliger une amende administrative après avoir permis à celui qui viole la loi de présenter ses moyens de défense.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 8°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(La décision fixe le montant de l'amende et est motivée.

Elle est notifiée, par lettre recommandée à la poste, à celui qui viole la loi ainsi qu'à la personne physique ou morale civilement responsable du paiement de l'amende administrative. Il y est annexé une invitation à payer l'amende dans le délai fixé par le Roi.) (Après l'écoulement de ce délai, un intérêt de retard, égal au taux d'intérêt légal, est dû.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 6°, 008; En vigueur : 03-06-2004> <L 2004-12-27/30, art. 494, 009; En vigueur : 10-01-2005>

(Les personnes physiques ou morales visées à l'article 1er sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative infligée à leurs administrateurs, aux membres de leur personnel dirigeant et d'exécution, à leurs préposés ou mandataires.

Lorsqu'elles n'ont pas de siège d'exploitation en Belgique, (les entreprises, les organismes et les entreprises organisant un service) fournissent une garantie bancaire réalisable à première demande à concurrence d'une somme de EUR 12 500,00 en garantie de paiement des redevances et des amendes administratives. Cette garantie bancaire doit pouvoir être entamée par les autorités belges. Le Roi définit les modalités et la procédure du dépôt de cette garantie bancaire, la manière dont les autorités font appel à cette garantie bancaire et son approvisionnement.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 2°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

((Celui à qui une amende est infligée) ou la personne civilement responsable peut, dans le délai fixé par le Roi pour le paiement de l'amende, contester l'application de l'amende administrative par requête auprès du tribunal de première instance de Bruxelles. Ce recours suspend l'exécution de la décision.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 9°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Le recours, par lequel l'application de l'amende administrative est contestée, est uniquement recevable si une copie de la requête est envoyée par lettre recommandée à la poste au fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er, au plus tard à la date du dépôt de la requête au tribunal.

Aucun appel n'est possible contre la décision du tribunal de première instance.) <L 2004-12-27/31, art. 20, 010; En vigueur : 10-01-2005>

(Lorsque (celui à qui une amende est infligée) ou la personne civilement responsable reste en défaut de paiement de l'amende dans le délai imparti, et que la possibilité d'appel fixée à l'alinéa 1er, est épuisée, la décision d'infliger une sanction administrative a force exécutoire, et : <L 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

1° (le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er), enjoint, par lettre recommandée, l'organisme de crédit qui a délivré la garantie bancaire au contrevenant ou à la personne civilement responsable, de procéder au paiement du montant de l'amende administrative; <L 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

2° en absence de garantie bancaire, (le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er), lance une contrainte à laquelle les prescriptions de la cinquième partie du Code judiciaire sont d'application.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(Aucune amende administrative ne peut être infligée trois ans après les faits constitutifs de la transgression visée au § 1er.) <L 2004-05-07/42, art. 21, 11°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 7. Le Roi peut régler en détail les procédures qui résultent du présent article.) <L 2004-12-27/30, art. 494, 009; En vigueur : 10-01-2005>

CHAPITRE VI. - Dispositions finales, transitoires et abrogatoires.

Art. 20. (§ 1er. Afin de couvrir les frais d'administration, de contrôle et de surveillance, nécessaires à l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, le Roi fixe le taux, le délai et les modalités de paiement des redevances à percevoir à charge de toute entreprise, service ou organisme dont les activités sont soumises à autorisation ou à agrément.

§ 2. Le montant de la redevance est notifié (de la manière déterminée par le Ministre de l'Intérieur). <L 2005-09-02/40, art. 5, 011; En vigueur : 07-10-2005>

§ 3. (Lorsque le redevable reste en défaut de paiement de la redevance dans le délai imparti :

1° le montant de la redevance, tel que vise au § 2, est, à partir du premier jour du mois suivant la date ultime de paiement, majoré de plein droit d'un intérêt de retard mensuel calculé au taux légal, sans que le montant de cette majoration puisse être inférieur à 200 euros;

2° le fonctionnaire compétent, visé à l'article 19, § 2, alinéa 1er, enjoint, par lettre recommandée, l'organisme de crédit qui a délivré la garantie bancaire au redevable de la redevance, de procéder au paiement du montant visé au point 1°;

3° en absence de garantie bancaire, le fonctionnaire compétent, visé à l'article 19, § 2, alinéa 1er, lance une contrainte en vue du paiement du montant visé au point 1°, à laquelle les prescriptions de la cinquième partie du Code judiciaire sont d'application.) <L 2005-09-02/40, art. 5, 011; En vigueur : 07-10-2005>

(§ 4.) (Le produit de la redevance est affecté au budget des Voies et Moyens de l'Etat et est destiné à alimenter le fonds des entreprises de gardiennage des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des détectives privés, créé par l'article 20, § 2, de la loi organisant la profession de détective privé.) <L 1991-07-19/33, art. 21, 002; En vigueur : 17-04-1992> <L 2001-06-10/51, art. 18, 007; ED : 19-07-2001>

Art. 21. <L 1999-06-09/52, art. 17, 005; En vigueur : 01-11-1999> La présente loi ne s'applique pas aux personnes physiques qui exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, lorsque leur statut et leur fonction sont définis en vertu d'une autre loi.-04-19/50, art. 26, 004; En vigueur : 5555-55-55>

Art. 21bis. <Insère par L 1998-11-17/33, art. 19, ED : 01-03-1999> Les conditions prévues aux articles 5, alinéa 1er, 6°, et 6, alinéa 1er, 6°, ne sont pas applicables aux anciens membres du personnel des services de police spéciaux.

Art. 22. § 1. Les entreprises qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, bénéficient d'une dérogation accordée sur la base de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ainsi que les entreprises visées à l'article 1er, § 3, de la présente loi disposent d'un délai de trois ans pour satisfaire aux prescriptions de la présente loi.

§ 2. Les entreprises de gardiennage qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, exercent des activités prévues à (l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° et 2°), pour des personnes de droit public, peuvent exécuter les contrats en cours pour un délai maximum de trois ans après la date d'entrée en vigueur de la présente loi. <L 2001-06-10/51, art. 19, 007; En vigueur : 19-07-2001>

§ 3. (Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de gardiennage, ou par un service interne de gardiennage (et qui, au 1er janvier 1999, étaient employées par une entreprise de gardiennage autorisée ou un service interne de gardiennage autorisé) sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1er, 5°, (à l'exception de la formation continuée) si elles y exerçaient des fonctions de direction et aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, (à l'exception de la formation continuée) si elles y exerçaient des fonctions d'exécution (à l'exception de l'activité visée à l'article 1er, 5°). <L 1999-06-09/52, art. 18, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2001-06-10/51, art. 19, 007; En vigueur : 19-07-2001>

Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de sécurité, (et qui, au 1er janvier 1999, étaient employées par une entreprise de sécurité agréée) sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1er, 5°, (à l'exception de la formation continuée) si elles y exerçaient des fonctions de direction et sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, (à l'exception de la formation continuée) si elles y exerçaient des fonctions d'exécution.) <L 1997-07-18/44, art. 15, 003; En vigueur : 28-08-1997> <L 1999-06-09/52, art. 18, 005; ED : 01-11-1999> <L 2001-06-10/51, art. 19, 007; En vigueur : 19-07-2001>

§ 4. Les personnes qui ont été membres d'un service de police ou de renseignement d'un service public, (...), ou qui ont occupé un emploi public (ou militaire) figurant sur la liste visée aux articles 5, premier alinéa, 6°, et 6, premier alinéa, 6°, et qui étaient à la date de publication de la loi administrateurs, membres du personnel dirigeant ou d'exécution d'une entreprise de gardiennage (d'un service de gardiennage ou une entreprise de sécurité) ne sont pas soumises aux conditions fixées par les articles 5, premier alinéa, 6°, et 6, premier alinéa, 6°. <L 1991-07-19/33, art. 23, 002; En vigueur : 17-04-1992>

(§ 5. Les entreprises de gardiennage et les services internes qui, conformément aux règles définies par le Roi, ont, endéans les deux mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, demandé l'autorisation visée à

l'article 2, § 1er, d'exercer des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la loi peuvent continuer ces activités durant la période précédant la notification de la décision relative à leur demande, même sans avoir obtenu d'autorisation.

Les personnes engagées par une entreprise de gardiennage ou un service interne peuvent exercer les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la loi au maximum six mois après la notification de l'autorisation visée à alinéa 1er, sans avoir satisfait aux conditions visées à l'article 6, alinéa 1er, 5°.) <L 1999-06-09/52, art. 18, 005; En vigueur : 01-11-1999>

(§6. Pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 2001, sont valables à la place des montants de 2,50 à EUR 2 500,00 mentionnés à l'article 18, alinéa 1er, les montants de 100 à 100 000 francs belges, à la place des montants de 25,00 à EUR 25 000,00 mentionnés aux articles 18, alinéa 1er, et 19, § 1er, alinéa 1er, les montants de 1 000 à 1 000 000 de francs belges et à la place du montant de EUR 12 500,00, mentionné à l'article 19, § 1er, alinéa 3, le montant de 500 000 francs belges.) <L 2001-06-10/51, art. 19, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(§ 7. (Les entreprises et les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, exerçaient des activités pour lesquelles la loi du 7 mai 2004 ou la présente loi prévoit pour la première fois une obligation d'autorisation, peuvent poursuivre celles-ci pendant la période précédant la notification de la décision s'y rapportant, s'ils ont introduit la demande d'autorisation dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe.) <L 2004-12-27/30, art. 495, 009; En vigueur : 10-01-2005>

§ 8. Par dérogation à l'article 5, alinéa 1er, 1°, les personnes exerçant des fonctions prévues à l'article 5 à la date de l'entrée en vigueur de la loi, doivent répondre aux conditions suivantes : ne pas avoir été condamnées avant l'entrée en vigueur de la loi du 7 mai 2004 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement de trois mois au moins du chef de coups et blessures volontaires, ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, aux articles 323, 324 et 324ter du Code pénal, par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, ou par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et ne pas avoir été condamnées depuis l'entrée en vigueur de la même loi, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle, consistant en une amende ou une peine d'emprisonnement.

§ 9. En attendant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 7, § 1er, alinéa 2, le fonctionnaire compétent ne demande une enquête sur les conditions de sécurité qu'après qu'il a constaté que l'intéressé est connu des services, visé à l'article 7, alinéa 3, pour un fait ou acte quelconque pouvant

constituer un manquement grave à la déontologie professionnelle et pouvant de ce fait porter atteinte au crédit de l'intéressé.) <L 2004-05-07/42, art. 23, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Art. 23. <Disposition modificative de l'art. 1 de L 1934-07-29/30>

Art. 23bis. <inséré par L 1997-07-18/44, art. 16, ED : 28-08-1997> Il est créé un Conseil consultatif de la sécurité privée, qui a pour mission de conseiller le Ministre de l'Intérieur sur la politique relative aux matières visées par la présente loi ainsi qu'aux matières connexes.

Le Roi détermine la composition, les tâches et l'organisation de ce conseil.

Art. 24. La présente loi entre en vigueur un an après sa publication au Moniteur belge.

Le Roi peut toutefois fixer, pour chaque disposition de la présente loi, une date antérieure d'entrée en vigueur.

Toepassingsgebied.

Artikel 1. § 1. (In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die, anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst, een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van : (NOTA : het Arrest nr. 126/98 van het Arbitragehof, dd. 03-12-1998, vernietigt in onderhavig § 1 de woorden ", anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst,"; B.St. 25-12-1998, p. 41185-91.)

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;

2° bescherming van personen;

3° toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden;

4° beheer van alarmcentrales.

(5° toezicht op een controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid (op al dan niet voor het publiek toegankelijke plaatsen).) <W 1999-06-09/52, art. 2, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 3, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(6° verrichten van de vaststellingen, die uitsluitend betrekking hebben op de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen die zich bevinden op het openbaar domein, in opdracht van de bevoegde overheid of van de houder van een overheidsconcessie;

7° begeleiding van groepen van personen met het oog op de verkeersveiligheid.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 5°, mag niet worden uitgeoefend op de openbare weg behoudens op plaatsen, bedoeld in artikel 11, § 3.

De vaststellingen, bedoeld in het eerste lid, 6°, hebben de waarde van het vermoeden, zoals bedoeld in artikel 1353 van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen de aangifte van inbreuken inhouden voorzover deze uitsluitend bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie.

De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 7°, mag enkel worden uitgeoefend voor de begeleiding van groepen fietsers en automobilisten, van deelnemers aan sportwedstrijden en van scholieren.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

In de zin van het eerste lid, 3°, worden als waarden beschouwd alle goederen die, omwille van hun kostbaar karakter of bijzondere aard, onderhevig zijn aan bedreiging. De Koning kan echter bepaalde waarde uitsluiten van het toepassingsgebied van onderhavige wet.

Als bewakingsondernemingen worden evenwel niet beschouwd de vennoten in een vergunde bewakingsonderneming die effectief activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen, indien zij in een band van aan- of bloedverwantschap tot in de tweede graad staan met één der oprichtende vennoten of indien de betrokken vennootschap bestaat uit maximaal vier actieve vennoten die activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen.) <W 1997-07-18/44, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> (NOTA : het Arrest nr. 126/98 van het Arbitragehof, dd. 03-12-1998, vernietigt onderhavig laatste lid van § 1; B.St. 25-12-1998, p. 41185-91.)

(Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kunnen de categorieën van inrichtingen, evenementen of activiteiten worden bepaald waarvoor toezicht, bescherming of controle moet worden georganiseerd in de zin van het eerste lid. Deze verplichting kan evenwel slechts worden opgelegd indien aan volgende voorwaarden is voldaan :

- a) de verplichting is verantwoord om redenen van veiligheid of ter voorkoming van misdrijven;
- b) de inzet van politiecapaciteit zou de opdrachten, bedoeld in de artikelen 36 of 62 van de wet van 7 december 1998 tot de organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het gedrang kunnen brengen;
- c) de beoogde bewakingsactiviteiten vinden plaats op de openbare weg of op voor het publiek toegankelijke plaatsen.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. (In de zin van deze wet wordt als interne bewakingsdienst beschouwd, elke dienst die door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon ten eigen behoeve wordt georganiseerd in de vorm van een

onder § 1, eerste lid, 5°, bedoelde activiteit of, voorzover ze plaatsvindt op voor publiek toegankelijke plaatsen, in de vorm van een onder § 1, eerste lid, 1° tot 4°, 6° of 7°, bedoelde activiteit.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. (In de zin van deze wet wordt als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales.

In afwijking van het eerste lid en zonder afbreuk te doen aan artikel 12 wordt evenwel niet als beveiligingsonderneming beschouwd de natuurlijke of rechtspersoon die de in het eerste lid bepaalde activiteiten uitsluitend uitoefent met het oog op de beveiliging van voertuigen, zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.) <W 1997-07-18/44, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

§ 4. De in dit artikel bedoelde alarmsystemen en alarmcentrales zijn de systemen en centrales bestemd om misdrijven tegen personen of goederen te voorkomen of vast te stellen.

(§ 5. In de zin van deze wet wordt als exploitatiezetel beschouwd elke permanente infrastructuur van waaruit de natuurlijke en rechtspersonen, bedoeld in de §§ 1 tot 3 van dit artikel, bewakings- of beveiligingsactiviteiten organiseren.) <W 2001-06-10/51, art. 2, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 6. In de zin van deze wet wordt als onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een activiteit uitoefent bestaande uit het aan derden verstrekken van diensten van advies ter voorkoming van strafbare feiten tegen personen of goederen, met inbegrip van het uitwerken, uitvoeren en evalueren van doorlichtingen, analyses, strategieën, concepten, procedures en trainingen op veiligheidsgebied.

In afwijking van het eerste lid wordt niet als een onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd :

1° de onderneming waarvan de activiteit inzake veiligheidsadvies niet als een afzonderlijke dienst wordt aangeboden en een inherent bestanddeel uitmaakt van een andere hoofdactiviteit;

2° de levering van de diensten van advies door de overheid.

(3° de levering van diensten van veiligheidsadvies met betrekking tot informaticasystemen en van gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen.) <W 2004-12-27/30, art. 488, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 7. In de zin van deze wet wordt als een voor het publiek toegankelijke plaats beschouwd elke plaats waar andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn toegang hebben ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd.

§ 8. In de zin van deze wet wordt als opleidingsinstelling beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een opleiding organiseert met betrekking tot domeinen zoals bedoeld in de §§ 1 of 3.

§ 9. In de zin van deze wet wordt onder " personen die de werkelijke leiding hebben " verstaan de bedrijfsleider en alle personen met een gezagsfunctie, die aan de uitoefening van activiteiten, bedoeld in de §§ 1, 3, 6 of 8, verbonden is.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 10. Ondernemingen die behoren tot dezelfde verbonden of geassocieerde vennootschap, in de zin van de artikelen 11 en 12 van het Wetboek van Vennootschappen, worden voor de toepassing van dit artikel niet als derden beschouwd.

§ 11. In de zin van deze wet wordt als een veiligheidsdienst beschouwd, elke dienst die in de schoot van een openbare vervoersmaatschappij is georganiseerd met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, die door de openbare vervoersmaatschappij worden uitgebaat.

In de zin van deze wet wordt als veiligheidsagent beschouwd, elk personeelslid van een openbare vervoersmaatschappij, werkzaam in het kader van een veiligheidsdienst.

De algemene verplichtingen en de bevoegdheden van enerzijds de veiligheidsdiensten en anderzijds van de veiligheidsagenten, zijn dezelfde als deze van enerzijds de interne bewakingsdiensten, bedoeld in § 2, en anderzijds van de bewakingsagenten, behorend tot een interne bewakingsdienst. De bijkomende, specifieke verplichtingen en bevoegdheden van de veiligheidsdiensten en van de veiligheidsagenten, zijn bepaald in de artikelen 13.1 tot 13.17.

In afwijking van het derde lid en van de artikelen, 5, eerste lid, 5° en 6, eerste lid, 5°, worden de opleidingsvoorwaarden waaraan het leidinggevend en uitvoerend personeel van de veiligheidsdiensten moet voldoen, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.) <W 2004-12-27/30, art. 488, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

HOOFDSTUK II. - Vergunning en erkenning.

Art. 2. § 1. ((Niemand mag de diensten van een bewakingsonderneming aanbieden of deze van een interne bewakingsdienst organiseren), of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken, (na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de Minister van Justitie).) <W 1999-06-09/52, art. 3, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 4, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Derde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De vergunning kan het uitoefenen van bepaalde activiteiten en het aanwenden van bepaalde middelen en methodes uitsluiten of aan specifieke voorwaarden verbinden.

(Vijfde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Zesde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 1bis.) (oude zevende lid van § 1) (In afwijking van § 1, zijn de interne bewakingsdiensten, als bedoeld in artikel 1, § 2, niet onderworpen aan de vergunningsplicht bedoeld in artikel 2, § 1 :

1° indien zij de activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° of 7°, slechts sporadisch uitoefenen en hierbij uitsluitend een beroep doen op natuurlijke personen die deze activiteiten sporadisch en op een onbezoldigde wijze uitoefenen;

2° indien zij uitsluitend activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen in het kader van een met de overheid afgesloten concessieovereenkomst.

Deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 2, § 2, 3, 8, §§ 3 en 7, 13, 14 en 20. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 11, eerste lid, b).

De natuurlijke personen die worden ingezet door deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 5, eerste lid, 5°, en 6, eerste lid, 5°. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 5, eerste lid, 2°, en aan artikel 6, eerste lid, 2°, voorzover zij gedurende tenminste drie jaar hun wettige hoofdverblijfplaats hebben in België.

Zij kunnen de activiteiten bedoeld onder het 1° en het 2° uitoefenen na de toestemming te hebben verkregen :

- a) van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten plaatsvinden;
- b) of van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten starten, ingeval deze plaatsvinden op het grondgebied van meerdere gemeenten.

In beide gevallen wordt de toestemming van de burgemeester verleend na advies van de korpschef van de lokale politie.) <W 2004-05-07/42, art. 4, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. (De bewakingsondernemingen mogen geen andere activiteiten uitoefenen dan die opgesomd in artikel 1, § 1, en waarvoor zij een krachtens § 1 verleende vergunning hebben verkregen. Zij kunnen nochtans erkend worden om de in artikel 1, § 3, bedoelde activiteiten uit te oefenen en vergund worden om de in artikel 1, § 6, bedoelde activiteiten uit te oefenen.

De bewakingsondernemingen mogen de in artikel 1, § 1, eerste lid, 1° tot 3° en 5° tot 7°, bedoelde activiteiten niet uitoefenen ten behoeve van publiekrechtelijke rechtspersonen behoudens toestemming

van de Minister van Binnenlandse Zaken.) <W 2004-05-07/42, art. 4, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. Indien de bewakingsondernemingen rechtspersonen zijn, moeten zij opgericht zijn volgens de in het Belgisch recht geldende bepalingen of overeenkomstig de wetgeving van een lidstaat van de (Europese Unie.) <W 1997-07-18/44, art. 3, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(De exploitatiezetel van de bewakingsonderneming moet in een lidstaat van de Europese Unie gelegen zijn.) <W 1999-06-09/52, art. 3, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999>

(...) <L 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

§ 4. De Koning kan specifieke regels bepalen met betrekking tot de activiteiten bestaande in het toezicht op en de bescherming bij het internationaal vervoer van (waarden). <W 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 5. De minister van Binnenlandse Zaken mag de bevoegdheden bedoeld in §§ 1 en 2, behalve aangaande beslissingen bestaande uit een eerste vergunning, een weigering van een vergunning of een weigering van een vernieuwing van een vergunning, overdragen aan een door hem aangewezen ambtenaar.) <W 2004-12-27/30, art. 489, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 3. Geen bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst mag de in artikel 1, § 1, bedoelde activiteiten uitoefenen indien de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe zij aanleiding kunnen geven, niet gedekt is door een verzekering die de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst heeft afgesloten bij een verzekeringsonderneming die erkend is of van erkenning ontslagen is krachtens de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

De verzekering geeft aan de benadeelde een eigen recht tegen de verzekeraar. Geen enkele nietigheid, exceptie of verval van rechten kan door de verzekeraar aan de benadeelde worden tegengeworpen. De verzekeraar kan zich evenwel een verhaalsrecht voorbehouden op de verzekerde. De Koning bepaalt nadere regelen met betrekking tot de verzekering, inzonderheid wat betreft de omvang van de dekking.

Art. 4. (§ 1.) ((Niemand mag de diensten van een beveiligingsonderneming aanbieden), of zich als dusdanig bekendmaken, (indien hij niet vooraf erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken of door de door hem aangewezen ambtenaar).) <W 1999-06-09/52, art. 4, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 4, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 5, 1° en 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Derde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Vierde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(lid opgeheven) <W 1997-07-18/44, art. 4, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(§ 2. (Niemand mag de diensten van een onderneming voor veiligheidsadvies aanbieden, of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft verkregen van de minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de minister van Justitie.

De minister van Binnenlandse Zaken kan aan de door hem vergunde ondernemingen voor veiligheidsadvies een kwaliteitslabel toekennen op basis van een door hem bepaald kwaliteitscertificaat.) <W 2004-12-27/30, art. 490, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 3. Niemand mag de diensten van een opleidingsinstelling aanbieden of zich als dusdanig bekendmaken, indien hij daartoe vooraf geen erkenning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken erkent, onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, de opleidingen, voorgeschreven door deze wet. Hij kan tevens de centra aanduiden belast met de organisatie van de examens.) <W 2004-05-07/42, art. 5, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 4. De minister van Binnenlandse Zaken mag de bevoegdheden bedoeld in §§ 2 en 3, behalve aangaande beslissingen bestaande uit een eerste vergunning, een weigering van een vergunning of een weigering van een vernieuwing van een vergunning, overdragen aan een door hem aangewezen ambtenaar.) <W 2004-12-27/30, art. 490, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 4bis. (§ 1. De vergunning of de erkenning vermeldt de vergunde of erkende activiteiten en wordt eerst verleend indien de aanvrager voldoet aan alle voorschriften van deze wet en aan de door de Koning vastgestelde minimumvereisten inzake personeel en organisatorische, technische en infrastructurele middelen waarover de onderneming, dienst of instelling moet beschikken.

Indien de aanvrager van de vergunning of de erkenning geen exploitatiezetel heeft in België, houdt de Minister van Binnenlandse Zaken bij de beoordeling van de aanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in het kader van de wettelijke en gereglementeerde uitoefening van de activiteiten, waarop de aanvraag betrekking heeft, in een andere lidstaat van de Europese Unie.

De vergunning en de erkenning worden verleend voor een termijn van vijf jaar; zij kunnen voor gelijke termijnen worden vernieuwd, met uitzondering van de erkenning als beveiligingsonderneming die wordt verleend voor een termijn van vijf jaar en voor termijnen van tien jaar kan vernieuwd worden.

De vergunning of de erkenning kan geschorst of ingetrokken worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 17. Zij kunnen bovendien, op verzoek van de houder, ingetrokken worden overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels terzake.) <W 2004-05-07/42, art. 6, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) In afwijking van de artikelen 2, § 1, eerste lid, en § 4, eerste lid, kan de Koning in geval van fusie, splitsing, inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak of wijziging van de rechtspersoonlijkheid, bepalen dat de nieuwe juridische entiteit, mits zij de door Hem bepaalde voorwaarden in acht neemt, gedurende de periode voorafgaand aan de notificatie van de beslissing betreffende de vergunning- of erkenningsaanvraag, de activiteiten van de initieel vergunde of erkende onderneming kan voortzetten.
<W 2004-05-07/42, art. 6, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 4ter. <Inséré par W 2004-12-27/30, art. 491; ED : 10-01-2005> In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, dienen beveiligingsondernemingen, die er zich uitsluitend toe beperken diensten bestaande uit de activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, bestaande uit interventie na alarm, of bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4°, aan te bieden, zonder deze zelf uit te oefenen, niet over een vergunning als bewakingsonderneming te beschikken.

In afwijking van artikel 4, § 1, dienen bewakingsondernemingen, vergund tot het uitoefenen van activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, bestaande uit interventie na alarm of bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4°, die er zich uitsluitend toe beperken diensten van beveiliging, bedoeld in artikel 1, § 3, aan te bieden, zonder deze zelf uit te oefenen, niet over een erkenning als beveiligingsonderneming te beschikken.

De burgerlijke aansprakelijkheid voor de activiteiten die worden aangeboden en waarvoor zij aanleiding kunnen geven, is gedekt door een verzekering die de aanbiedende onderneming heeft afgesloten met een verzekeringsonderneming. De verzekering voldoet aan de vereisten van artikel 3, tweede lid.

De in dit artikel vermelde diensten maken het voorwerp uit van een schriftelijke overeenkomst tussen de aanbiedende onderneming en de opdrachtgever. Deze bevat, op straffe van nietigheid, volgende inlichtingen en bepalingen :

1° de naam, het adres en het telefoonnummer van de ondernemingen die de verschillende aangeboden diensten zullen uitoefenen;

2° de verbintenis van de aanbiedende onderneming om de aangeboden diensten niet door een andere onderneming, dan deze die bepaald is in de overeenkomst, te laten uitvoeren, zonder het akkoord van de opdrachtgever;

3° een gedetailleerde beschrijving van de aangeboden diensten en de verbintenissen van de onderneming die de aangeboden diensten zal uitoefenen;

4° het recht van diegene die op de aangeboden diensten beroep doet, om jaarlijks, mits een opzeggingstermijn van minstens drie maanden, van een of meer van de aangeboden diensten af te zien of voor deze aangeboden diensten beroep te doen op een andere onderneming;

5° de naam en het adres van de verzekeringsmaatschappij van de aanbiedende onderneming, bedoeld in het derde lid, alsook het polisnummer van de verzekeringsovereenkomst;

6° een gedetailleerde prijsvermelding, met een afzonderlijke prijsopgave voor de verschillende aangeboden diensten.

De nietigheid, bedoeld in het vierde lid, kan alleen door de opdrachtgever worden ingeroepen.

HOOFDSTUK III. - Uitoefeningsvoorwaarden.

Art. 5. (De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming, dienst of instelling, als bedoeld in artikel 1, en de personen die zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming, een instelling of een onderneming die activiteiten uitoefent als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :) <W 2004-05-07/42, art. 7, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

1° (niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, (behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer) tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf. <W 2007-03-01/37, art. 139, 1°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

Personen die soortgelijke, in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Elke onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1, is ertoe gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra zij kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld.) <W 2004-05-07/42, art. 7, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

2° (onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie.) <W 1997-07-18/44, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(3° hun (hoofdverblijfplaats) hebben in een lidstaat van de Europese Unie;) <W 1999-06-09/52, art. 5, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 6, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door dezelfde persoon die ook (een leidinggevende functie uitoefent), een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat. <W 2001-06-10/51, art. 6, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming en beroepservaring.

6° (sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst) <W 1997-07-18/44, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> (NOTA : het Arrest nr. 124/98 van het Arbitragehof, dd. 3 december 1998, vernietigt in onderhavig 6° de woorden "militair of"; hetzelfde arrest vernietigt in dezelfde bepaling de woorden "noch een (...) openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst" in zoverre zij op militaire ambten betrekking hebben. B.St. 25-12-1998, p. 41173-79)

7° volle eenentwintig jaar oud zijn.

(8° voldoen aan de (veiligheidsvoorwaarden) noodzakelijk voor een leidinggevende functie, en geen feiten gepleegd hebben die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene.) <W 1999-06-09/52, art. 5, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 7, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(9° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een onderneming of dienst die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

10° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een veiligheidsdienst en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

11° niet tegelijkertijd de werkelijke leiding hebben van een café of dansgelegenheid en van een onderneming die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°.) <W 2007-03-01/37, art. 139, 2°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

De onder 2°, 3° en 5° vermelde voorwaarden gelden niet voor de leden van de raad van bestuur voor zover zij geen deel uitmaken van de werkelijke leiding van de onderneming (of instelling). <W 2004-05-07/42, art. 7, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De onder het 3° vermelde voorwaarde geldt niet voor de beveiligingsondernemingen.

(De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor ondernemingen voor veiligheidsadvies en opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 7, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 6. <W 1997-07-18/44, art. 6, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> De personen die in (een onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1) een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden : <W 2004-05-07/42, art. 8, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

1° (niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, (behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer) tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, (...), tot een gevangenisstraf of een andere straf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, (opzettelijke slagen en verwondingen) aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, (bij artikel 227 van het Strafwetboek) bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, of de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden. <W 2007-03-01/37, art. 140, 1°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

(9° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een onderneming of dienst die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

10° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een veiligheidsdienst en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden.) <W 2007-03-01/37, art. 140, 2°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

Personen die activiteiten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, §§ 1, 6°, 6 en 8, mogen, in afwijking van het eerste lid, niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf.

Personen die soortgelijke in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de onderneming, dienst of instelling op de hoogte te brengen.

De onderneming, dienst of instelling is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming, dienst of instelling kennis heeft van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° (hun hoofdverblijfplaats hebben in een lidstaat van de Europese Unie.) <W 2001-06-10/51, art. 7, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door deze zelfde persoon die ook (een uitvoerende functie uitoefent), een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat;

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming (beroepservaring) en medisch en psychotechnisch onderzoek; <W 2004-05-07/42, art. 8, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(NOTA : Volgens Justel moet het ingevoegde woord bij W 2004-05-07/42, art. 8, 3°, " met beroepservaring " zijn in plaats van " beroepservaring ")

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst; (NOTA : het Arrest nr. 124/98 van het Arbitragehof, dd. 3 december 1998, vernietigt in onderhavig 6° de woorden "militair of"; hetzelfde arrest vernietigt in dezelfde bepaling de woorden "noch een (...) openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst" in zoverre zij op militaire ambten betrekking hebben. B.St. 25-12-1998, p. 41173-79)

7° volle achttien jaar oud zijn.

(8° voldoen aan de (veiligheidsvoorwaarden), noodzakelijk voor (een uitvoerende functie), en geen feiten gepleegd hebben die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene.) <W 1999-06-09/52, art. 6, 005; ED : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 8, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De in het eerste lid onder het 2°, 3° en 5° vermelde voorwaarden) gelden niet voor het administratief of logistiek personeel van de in dit artikel bedoelde (ondernemingen, diensten en instellingen). (...) <W 2001-06-10/51, art. 7, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 8, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Wordt als administratief en logistiek personeel beschouwd in de zin van deze wet, het personeel dat op geen enkele wijze deelneemt aan de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 1.

(De in het eerste lid onder het 2° en 3°, vermelde voorwaarden, alsook de onder het 5° bedoelde voorwaarden betreffende het medisch en psychotechnisch onderzoek zijn niet van toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen en van de opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van ondernemingen voor veiligheidsadvies.

De onder 6° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 7°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De voorwaarden gesteld in artikel 5 en in onderhavig artikel moeten cumulatief vervuld worden door de personen die tegelijkertijd leidinggevende en uitvoerende functies uitoefenen.

Art. 6bis. (afgeschaft) <W 2004-05-07/42, art. 9, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 7. (oud art. 6bis) <W 2004-05-07/42, art. 9, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004> § 1. Het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden waaraan de personen bedoeld in de artikelen 5 en 6 moeten voldoen, gebeurt op initiatief van de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen ambtenaar.

De ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, vraagt een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in het derde lid, voor feiten of handelingen, bepaald door de Koning.

Het onderzoek wordt uitgevoerd, al naargelang het geval, door de personen bedoeld in artikel 16, eerste lid, of door de Veiligheid van de Staat.

§ 2. De aard van de gegevens die kunnen worden onderzocht, heeft betrekking op inlichtingen van gerechtelijke of bestuurlijke politie of beroepsgegevens van belang in het kader van de bepalingen vervat in de artikelen 5, eerste lid, 4° en 8° en 6, eerste lid, 4° en 8°.

De persoon die aan het onderzoek bedoeld in § 1, eerste lid, onderworpen wordt, dient hiertoe voorafgaandelijk en eenmalig, via de onderneming, dienst of instelling, waarvoor hij de activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1 uitoefent of zal uitoefenen, zijn instemming te hebben gegeven, op een door de Minister van Binnenlandse Zaken te bepalen wijze.

De onderneming, dienst of instelling kan omtrent een persoon die zij beoogt aan te werven, en slechts nadat die zijn instemming, als bedoeld in het tweede lid, heeft verleend, de ambtenaar, als bedoeld in het eerste lid, vragen of hij een vraag tot onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden in overweging neemt.

(§ 3. Met het oog op de verificatie van de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1° en 8°, en in artikel 6, eerste lid, 1° en 8°, voorafgaand aan de procedure bedoeld in § 1, hebben de personen, werkzaam bij de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid, Directie Private Veiligheid, van de FOD Binnenlandse Zaken, aangeduid bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kosteloos en rechtstreeks toegang tot de in het centraal strafregister opgenomen gegevens, met uitzondering van :

1° beslissingen vernietigd op grond van artikel 416 tot 442 of artikel 443 tot 447bis van het Wetboek van Strafvordering;

2° beslissingen tot intrekking genomen op grond van de artikelen 10 tot 14 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof;

3° veroordelingen en beslissingen uitgesproken op grond van een opgeheven wetsbepaling, op voorwaarde dat de strafbaarheid van het feit is opgeheven.

Zij kunnen kennis nemen van de gegevens bedoeld in § 2, eerste lid.

De persoonsgegevens die in toepassing van het eerste lid worden ingewonnen of ontvangen, worden onmiddellijk vernietigd zodra de administratieve beslissing, waartoe het onderzoek van deze persoonsgegevens aanleiding gaf, definitief geworden is.) <W 2005-09-02/40, art. 2, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

Zij kunnen kennis nemen van de gegevens bedoeld in § 2, eerste lid.

De persoonsgegevens die in toepassing van het eerste lid worden ingewonnen of ontvangen, worden onmiddellijk vernietigd zodra de administratieve beslissing, waartoe het onderzoek van deze persoonsgegevens aanleiding gaf, definitief geworden is.) <W 2005-09-02/40, art. 2, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

Art. 8. § 1. (De personen die in dienst van of voor rekening van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten werken, kunnen werkkleding dragen op voorwaarde dat :

1° deze geen aanleiding kan geven tot verwarring met die welke de agenten van de openbare macht dragen;

2° het model ervan is goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken of door een door hem aangewezen ambtenaar.

De kledij is, op de wijze bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken en naar het door hem vastgelegd model, steeds voorzien van een embleem.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. ((In afwijking van de artikelen 11, 13 en 14 van de wapenwet worden de vergunningen tot het voorhanden hebben en tot het dragen van wapens uit hoofde van de ondernemingen, diensten en personen bedoeld in deze wet, onder de voorwaarden bepaald door deze wet, en de door de Koning bepaalde bijkomende voorwaarden, en volgens een door hem te bepalen procedure, verleend, beperkt, geschorst of ingetrokken door de minister van Binnenlandse Zaken.

Onverminderd de bepalingen, bedoeld in artikel 29 van de wapenwet, worden de inbreuken door de ondernemingen, diensten en personen, bedoeld in deze wet op en in uitvoering van de bepaling, bedoeld in het vorige lid, opgespoord en vastgesteld door de personen bedoeld in artikel 16 van deze wet.) <W 2006-06-08/30, art. 41, 012; Inwerkingtreding : 09-06-2006>

Buiten het kader van die opdrachten worden de vuurwapens in een wapenkamer bewaard onder de verantwoordelijkheid van een daartoe aangesteld personeelslid.

In een register wordt voor elk vuurwapen vermeld welk personeelslid op een bepaald ogenblik voor welke opdracht over het desbetreffende wapen beschikte.

De Koning kan beperkingen opleggen met betrekking tot het aantal en het soort wapens in gebruik en kan bepalen aan welke voorwaarden de wapenkamer moet voldoen.

(Zesde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 11, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De Koning kan tevens het dragen van wapens bij de uitoefening van bepaalde bewakingsactiviteiten verbieden of aan voorwaarden verbinden. Voor het uitoefenen van de volgende activiteiten mogen geen wapens worden gedragen :

1° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4° tot 7°;

2° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, voorzover deze plaatsvinden op de openbare weg of op voor publiek toegankelijke plaatsen;

3° activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, §§ 3 en 6.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. (De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming of dienst, bedoeld in artikel 1, en de personen die de in artikel 1, §§ 1, 3 en 6 bedoelde activiteiten uitvoeren moeten, indien zij een verblijfplaats hebben in België of indien zij geen verblijfplaats hebben in België, maar activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° tot 7°, houder zijn van een identificatiekaart, waarvan het model door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld. De onderneming of de dienst kan zelf geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De identificatiekaart wordt afgegeven (door de Minister van Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar) indien de betrokkene voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 of 6 van deze wet of, als hij geen verblijfplaats heeft in België, wanneer hij minstens voldoet aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden. <W 2004-05-07/42, art. 11, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De personen bedoeld in het eerste lid kunnen de activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart dragen. De personen die niet onderworpen zijn aan de verplichting tot het bezitten van een identificatiekaart, kunnen deze activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart of de documenten dragen, bepaald door de Koning, waaruit blijkt dat zij aan alle wettelijke voorwaarden of minstens aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden, voldoen. Zij moeten deze identificatiekaart of deze documenten overhandigen bij elke vordering van de personen, bedoeld in artikel 16 van deze wet.

De personen die de in (artikel 1, §§ 1 en 3) bedoelde activiteiten uitoefenen, moeten bij de uitoefening van hun activiteiten de identificatiekaart of een herkenningsteken waarop hun naam, de naam van de onderneming en het adres van de exploitatiezetel vermeld staan, op een duidelijk leesbare wijze dragen. <W 2004-05-07/42, art. 11, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur en de vernietiging van de identificatiekaarten.

(§ 3bis. De ondernemingen en diensten die activiteiten als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen, kunnen deze activiteiten slechts uitvoeren nadat zij hiertoe uitdrukkelijk aangesteld zijn in een openbaar gemaakte beschikking, uitgevaardigd door de opdrachtgevende overheid of de overheid waarmee de opdrachtgevende onderneming een concessieovereenkomst heeft afgesloten.

Bij het uitvoeren van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, is het de bewakingsagent verboden betrokken personen, getuigen of verantwoordelijken op te sporen, de identiteit te controleren, bijkomende inlichtingen in te winnen of personen te verhoren.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 7°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 4. (De Koning stelt de bijzondere technische normen vast waaraan de voertuigen, waarvan de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten gebruik willen maken voor het uitoefenen van hun bewakingsactiviteiten, moeten voldoen.

De Minister van Binnenlandse Zaken keurt de technische kenmerken van de voertuigen goed en kan bepalen dat deze, op kosten van de eigenaar, worden onderworpen aan een bijkomende autokeuring.

Die voertuigen mogen geen aanleiding geven tot verwarring met die welke gebruikt worden door de openbare macht.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 8°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 5. (De Koning kan de middelen, methodes en procedures bepalen die de ondernemingen en diensten kunnen of moeten aanwenden bij het uitoefenen van hun opdrachten.

Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van de dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1 en § 3, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 9°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

In dringende gevallen en in geval van ernstige en onmiddellijke bedreiging van de openbare orde, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het belang van de openbare orde, op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen, tijdelijk of blijvend, de uitoefening van bepaalde opdrachten of het gebruik van bepaalde middelen of methodes verbieden of aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen.) <W 1997-07-18/44, art. 7, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

Niemand kan, zonder zijn uitdrukkelijke toestemming te hebben gegeven, door een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst bijzonder worden bewaakt of beschermd.

§ 6. (De controle van de kledij of de persoonlijke goederen is verboden, behoudens onder de voorwaarden, bepaald in § 6bis tot § 6quater.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6bis. De controle van de kledij en de goederen van personen bij de toegang tot een plaats is verboden, behoudens wanneer de controle uitsluitend gericht is op het opsporen van wapens of gevaarlijke voorwerpen waarvan het binnenbrengen in een plaats het goede verloop van het evenement kan verstoren of de veiligheid van de aanwezigen in het gedrang kan brengen, nadat, ingeval de activiteiten plaatsvinden in een voor het publiek toegankelijke plaats, de bevoegde burgemeester overeenkomstig de door de minister van Binnenlandse Zaken bepaalde regels zijn toestemming hiertoe heeft verleend.

De in het eerste lid bedoelde controles zijn onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

- a) zij kunnen enkel uitgevoerd worden in het kader van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°;
- b) zij gebeuren uitsluitend door bewakingsagenten van hetzelfde geslacht als de gecontroleerde persoon;
- c) zij kunnen enkel uitgevoerd worden indien de betrokken personen zich vrijwillig aan de controle onderwerpen;
- d) zij bestaan uitsluitend uit een oppervlakkige betasting van de kledij van de persoon en de controle van de door hem voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt;
- e) zij hebben uitsluitend betrekking op goederen die relevant zijn in het licht van hun wettelijk doel;
- f) zij gebeuren niet systematisch, maar uitsluitend indien er op grond van de gedragingen van de betrokkene, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden zijn om te denken dat deze persoon een wapen of een gevaarlijk voorwerp kan dragen.

De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet of bij wie is vastgesteld dat hij of zij in het bezit is van een wapen of een ander gevaarlijk voorwerp de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6ter. De controle van goederen van personen bij het verlaten van een plaats is verboden, behoudens indien de controle uitsluitend gericht is op het vaststellen van de ontvreemding van goederen in een winkelruimte ten overstaan van klanten.

De controle kan alleen gebeuren nadat, voorafgaand aan de uitvoering ervan, na observatie wordt vermoed dat de klant een winkelruimte verlaat zonder bepaalde goederen die hij bij zich heeft, te hebben betaald.

De controle is onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

a) de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6bis, tweede lid, a), c) en e), met dien verstande dat de controles niet kunnen worden uitgevoerd door personen die optreden in het kader van artikel 2, § 1bis, 1°;

b) de controle bestaat uitsluitend uit het nazicht van de door de betrokkene vrijwillig voorgelegde goederen die hij bij zich of in zijn handbagage draagt;

c) de betrokkene wordt, uiterlijk bij het betreden van de plaats ervan in kennis gesteld dat uitgangscontroles kunnen worden uitgevoerd;

d) de betrokkene heeft zijn individuele toestemming tot de controle verleend.

De Koning kan de methodes en de procedures voor de controle nader bepalen.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6quater. De controle van goederen van personen bij het verlaten van een plaats is verboden, behoudens indien de controle uitsluitend gericht is op het voorkomen of het vaststellen van de ontvreemding van goederen in de onderneming of op de werkplaats, ten overstaan van personen die er werkzaam zijn.

De controle kan ofwel gebeuren :

a) indien er op grond van de gedragingen van de betrokkene, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden zijn om te denken dat deze persoon goederen in de plaats die hij verlaat, heeft ontvreemd;

b) steekproefsgewijze.

De controle is onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

a) de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6ter, derde lid, a) en c) ;

b) in het geval van het tweede lid, a), de betrokkene zijn individuele toestemming tot de controle heeft verleend;

c) de controle wordt uitgevoerd in overeenstemming met de informatie- en toestemmingsvereisten van de collectieve arbeidsovereenkomst die betreffende de diefstalpreventie en de uitgangscontroles van werknemers bij het verlaten van de onderneming of de werkplaats is afgesloten in de Nationale Arbeidsraad en wanneer deze collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing is, mits de betrokkene zijn individuele toestemming heeft verleend;

d) in het geval de collectieve arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld onder c), op de betrokken plaats maar niet op de betrokken persoon van toepassing is, kan de controle, zoals bedoeld in het tweede lid, b), slechts plaatsvinden indien aan de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6ter, derde lid, d), is voldaan;

e) de controle bestaat uitsluitend uit het nazicht van de door de betrokkene vrijwillig voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt of die zich in zijn voertuig bevinden.

De minister van Binnenlandse Zaken kan, in afwijking van het tweede lid, b), een tijdelijke en hernieuwbare toestemming verlenen om systematische controles uit te voeren, indien cumulatief aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° het verzoek gaat uit daartoe van de onderneming of dienst waartoe de bewakingsagenten die de controles zullen uitvoeren, behoren;

2° er is door middel van een veiligheidsadvies aangetoond dat andere voor de private levenssfeer minder ingrijpende middelen of methodes niet afdoende kunnen bijdragen tot de realisatie van de bedoelde doelstelling;

3° er is over de uit te voeren controles een schriftelijk akkoord afgesloten in de schoot van de ondernemingsraad, en bij ontstentenis van ondernemingsraad, tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging, en bij ontstentenis van vakbondsafvaardiging, de werknemers.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 7. Een bewakingsagent mag nooit aan iemand de toegang tot een voor publiek toegankelijke plaats ontzeggen op basis van een directe of indirecte discriminatie, zoals bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van de wet ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. Een bewakingsagent mag, in het bijzonder bij toegangscontrole, bij controle van kleding en goederen of bij het verzoek tot het verlaten van een plaats, geen dwang of geweld gebruiken, behoudens de dwang die bij de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 op de voorlopige hechtenis noodzakelijk is.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 8. De personen die activiteiten verrichten bedoeld in artikel 1 van deze wet, kunnen geen andere handelingen stellen dan deze die voortvloeien uit de rechten waarover iedere burger beschikt, alsmede deze bevoegdheden die uitdrukkelijk voorzien zijn in deze wet of haar uitvoeringsbesluiten.) <W 2001-06-10/51, art. 9, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(Ze kunnen hun bevoegdheden slechts uitoefenen voorzover deze krachtens een wet niet uitsluitend zijn voorbehouden aan vertegenwoordigers van het openbaar gezag.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 12°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 9. Het is de bewakingsagenten verboden van derden fooien of andere beloningen te bekomen, met uitzondering van de gevallen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.) <W 2001-06-10/51, art. 9, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 10. Behoudens de artikelen 40bis.1 tot 3, 41.3.1 en 2, 59.19, tweede lid en 59.21, tweede zin, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is de regelgeving van toepassing op activiteiten, uitgeoefend door gemachtigde opzichters,

signaalgevers, wegkapiteins, groepsleiders en werfopzichters, niet van toepassing op de uitoefening van de activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, door bewakingsagenten.

§ 11. Het is bewakingsagenten verboden om personen identiteitsdocumenten te laten voorleggen of te laten overhandigen, te controleren, te kopiëren of in te houden, behoudens in volgende gevallen en voorzover ze niet optreden in het kader van de regeling bedoeld in artikel 2, § 1bis :

1° (identiteitsdocumenten te laten voorleggen gedurende de tijd nodig voor het controleren van de identiteit bij de toegang van niet voor publiek toegankelijke plaatsen die een bijzonder veiligheidsrisico kunnen uitmaken;) <W 2004-12-27/30, art. 492, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

2° identiteitsdocumenten te laten voorleggen in zoverre de bewakingsagent is aangesteld door de exploitant van een kansspelinrichting voor taken van toegangscontrole in de zin van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Deze identiteitscontroles zijn bovendien onderworpen aan de voorafgaande voorwaarde dat de betrokkene, na door de bewakingsagenten op de hoogte te zijn gesteld van zijn recht om zich tegen deze controle te verzetten, vrijwillig hiermee ingestemd heeft. De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 13°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 9. § 1. (Wanneer de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, uitoefenen, brengen zij voorafgaandelijk aan de uitvoering van de activiteiten volgende instanties op de hoogte :

1° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, de korpschef van de lokale politie waartoe de gemeente behoort waar de bewakingsactiviteiten, als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, 5° tot 7°, worden uitgevoerd en, in geval de activiteiten plaatsvinden op het grondgebied van meerdere politiezones, de betrokken bestuurlijke directeurs-coördinatoren;

2° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, en, in geval van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, of in alle gevallen indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, de Minister van Binnenlandse Zaken.

De korpschef en, in voorkomend geval, de bestuurlijke directeur-coördinator die deze inlichtingen hebben ontvangen, maken deze over aan de aan de betrokken burgemeesters en houden ze ter beschikking van de Minister van Binnenlandse Zaken, die ze op elk ogenblik kan opvragen.) <W 2004-05-07/42, art. 12, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) Bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van (waarden) (...), brengen zij (de federale politie) vooraf op de hoogte. <W 2001-06-10/51, art. 10, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 12, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Die informatie moet hun tijdig worden medegedeeld en moet in elk geval alle aanwijzingen bevatten over de aard, de plaatsen, de data en de uren van het vervoer die onmisbaar zijn voor de goede uitoefening van de politietaken.

§ 3. (De Koning kan de bescheiden en de inlichtingen bepalen die door de ondernemingen en diensten in uitvoering van de §§ 1 en 2 dienen te worden overgemaakt.) <W 2004-05-07/42, art. 12, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 4. (De ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1) beantwoorden onverwijld elke vraag om inlichtingen betreffende hun activiteiten die uitgaat van de gerechtelijke en administratieve overheden of van de met het toezicht op de uitvoering van deze wet belaste ambtenaren en agenten. <W 2004-05-07/42, art. 12, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 10. <W 1997-07-18/44, art. 8, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van strafvordering en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen (de ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1, alsmede de personeelsleden van die ondernemingen, diensten of instellingen) en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijld alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen. <W 2004-05-07/42, art. 13, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 11. (§ 1.) Onverminderd artikel 422bis van het Strafwetboek en elke andere wettelijke verplichting om bijstand te verlenen aan personen in gevaar, is het de bewakingsondernemingen (, de ondernemingen voor veiligheidsadvies) (en de interne bewakingsdiensten) verboden, in het kader van hun activiteiten : <W 2001-06-10/51, art. 12, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 14, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

a) zich in te laten met of tussen te komen in een politiek of een arbeidsconflict;

b) op te treden tijdens of naar aanleiding van vakbondsactiviteiten of activiteiten met een politieke finaliteit.

Het is (de ondernemingen, diensten en instellingen) eveneens verboden toezicht te houden op politieke, filosofische, godsdienstige of vakbondsovertuigingen (of op het mutualisch lidmaatschap) en op de uiting van die overtuigingen (of van dat lidmaatschap), alsmede te dien einde gegevensbestanden aan te leggen. <W 1997-07-18/44, art. 9, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> <W 2004-05-07/42, art. 14, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) Het is de (ondernemingen) verboden enig gegeven over hun cliënten of de personeelsleden ervan aan derden mede te delen. <W 2004-05-07/42, art. 14, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 3.) (De plaatsen bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, zijn de volgende :

1° de voor het publiek toegankelijke plaatsen, behorend tot de infrastructuur van openbare vervoersmaatschappijen of luchthavens, voor zover het optreden van de bewakingsagenten geen verwarring meebrengt met deze van agenten van de openbare macht en voor zover de interne bewakingsdiensten of de ondernemingen hiervoor de toestemming hebben bekomen van de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° de plaatsen waar een evenement, dat voldoet aan de vereisten, bepaald in het derde lid, georganiseerd wordt en gedurende de duur ervan en waarvan de perimeter waarbinnen het evenement plaatsvindt op een zichtbare wijze voor het publiek is afgebakend;

3° de niet-bewoonde plaatsen die tijdelijk of periodiek voor het publiek zijn afgesloten en gedurende de duur van deze afsluiting;

4° de gedeelten van de openbare weg grenzend aan de gebouwen van internationale instellingen of ambassades, bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken, en waarvan de toegang voor het publiek tijdelijk beperkt is en gedurende de duur van de beperking.

Elk evenement als bedoeld in het 2° van het tweede lid, dient aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° het evenement is uitsluitend van culturele, folkloristische of sportieve aard;

2° de overheid is niet betrokken bij de organisatie ervan;

3° de bestuurlijke overheid beschikt niet over aanwijzingen dat tijdens het evenement de orde zal worden verstoord.

In de gevallen bedoeld in 2° tot 4° van het tweede lid bepaalt een politiereglement de afbakening van de zone waar bewakingsactiviteiten kunnen worden uitgeoefend, de duur of, in voorkomend geval de periodiciteit gedurende dewelke de maatregel geldt en de bewakingsonderneming die de opdracht zal uitvoeren.

In de gevallen bedoeld in 1° tot 4° van het tweede lid wordt het begin en het einde van de zone waar de activiteiten plaatsvinden, zichtbaar aangeduid op een wijze bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken.) <W 2004-05-07/42, art. 14, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 12. <W 1999-06-09/52, art. 12, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> (Eerste lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 15, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 15, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De Koning bepaalt (...) de voorwaarden voor de installatie, het onderhoud en het gebruik van de in artikel 1, § 4, bedoelde alarmsystemen en alarmcentrales en hun componenten. <W 2004-05-07/42, art. 15, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 13. <W 2004-05-07/42, art. 16, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004> Elk voertuig dat door een onderneming of dienst wordt gebruikt en waarop een opschrift verwijst naar de vergunde of erkende activiteit en elk document dat uitgaat van een onderneming, dienst of instelling,

bedoeld in artikel 1, moet melding maken van de in artikel 2 bedoelde vergunning of de in artikel 4 bedoelde erkenning.

HOOFDSTUK IIIbis. - Bijzondere uitoefeningsvoorwaarden voor de organisatie van veiligheidsdiensten binnen een openbare vervoersmaatschappij. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Afdeling I. - Toepassingsgebied. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 13.1. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Niettegenstaande de andere bepalingen van deze wet, zijn de in dit hoofdstuk bedoelde bepalingen uitsluitend van toepassing :

1° op de veiligheidsdiensten, bedoeld in artikel 1, § 11, en op de veiligheidsagenten die deel uitmaken van een veiligheidsdienst;

2° in de plaatsen die deel uitmaken van de infrastructuur, uitgbaat door de openbare vervoersmaatschappijen, zoals bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en de transportvoertuigen.

Art. 13.2. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> Overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van het openbaar vervoer, kunnen de beëdigde veiligheidsagenten de inbreuken die door deze bepalingen worden voorzien, vaststellen. Zij genieten de bevoegdheden die hen volgens deze bepalingen worden toegekend.

Art. 13.3. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> In de zin van dit hoofdstuk wordt als openbare vervoersmaatschappij beschouwd, (de N.M.B.S.-Holding N.V. en) elke publiek rechtelijke rechtspersoon die vervoer van reizigers of goederen organiseert op het Belgisch grondgebied. <W 2005-09-02/40, art. 3, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

De bijzondere bevoegdheden zoals bedoeld in de artikelen 13.5, 13.11, eerste lid, 1°, en 13.12 tot 13.14, kunnen enkel uitgeoefend worden in afwachting dat de politie ter plaatse komt.

Afdeling II. - Middelen. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 13.4. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> De veiligheidsagenten zijn verplicht werkkledij te dragen. Deze kledij moet voldoen aan de bepalingen van artikel 8, § 1.

Art. 13.5. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> (In afwijking van (artikel 3, § 1, 10°), van de wapenwet), kunnen de veiligheidsagenten uitsluitend worden uitgerust met een spuitbus van klein vermogen met een niet-gasvormig neutraliserend product dat geen blijvende lichamelijke of materiële schade veroorzaakt, en haar houder. <W 2006-06-08/30, art. 42, 012; Inwerkingtreding : 09-06-2006> <W 2006-07-20/39, art. 40, 013; Inwerkingtreding : 09-06-2006>

Het model en de inhoud van de spuitbus die door de veiligheidsagenten kan gedragen worden, alsook de manier waarop zij moet gedragen worden en de omstandigheden waarin zij gebruikt kan worden, worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 13.6. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> De veiligheidsagenten kunnen uitgerust worden met handboeien. De gebruiksvoorwaarden van de handboeien, de omstandigheden waarin zij gedragen en gebruikt mogen worden, evenals hun type en hun model worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 13.7. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> De beslissing om van de mogelijkheden, geboden in de artikelen 13.5 en 13.6 gebruik te maken, wordt genomen, voor wat betreft de veiligheidsdiensten, werkzaam ten behoeve van de federale openbare vervoersmaatschappijen, door de federale voogdijoverheid en, voor wat betreft de veiligheidsdiensten werkzaam ten behoeve van de gewestelijke openbare vervoersmaatschappijen, door de minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 13.8. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> De vigerende regelgeving blijft van toepassing zolang de koninklijke besluiten vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bedoeld in de artikelen 13.5 en 13.6 niet in werking getreden zijn.

Afdeling III. - Bevoegdheden. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 13.9. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van Strafvordering en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, lichten de veiligheidsagenten de politiedienst in, telkens zij, tijdens de uitoefening van hun activiteiten, kennis krijgen van een gemeenrechtelijk wanbedrijf of een misdaad.

Daartoe brengen zij verslag uit aan de politiediensten.

Art. 13.10. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> Veiligheidsagenten kunnen, voor zover dit kadert in het vigerend beleid van de openbare vervoersmaatschappij, personen die niet in het bezit zijn van een geldig vervoersbewijs de toegang ontzeggen tot de door de openbare vervoersmaatschappij ingestelde en duidelijk afgebakende zone, waarbinnen het bezit van een vervoersbewijs vereist is.

De veiligheidsagenten kunnen een persoon die zich, zonder een geldig vervoersbewijs te bezitten, in deze vervoersbewijszone bevindt, verzoeken deze zone te verlaten of zich bij een personeelslid van de openbare vervoersmaatschappij alsnog in orde te stellen met de geldende regels aangaande de betaling van het vervoer, voor zover dit verzoek kadert in het vigerend beleid van de openbare vervoersmaatschappij.

De veiligheidsagenten kunnen een persoon dwangmatig uit de vervoersbewijszone verwijderen, nadat achtereenvolgens :

- a. tot hem het verzoek is gericht, bedoeld in het tweede lid;
- b. hij dit verzoek duidelijk negeert;
- c. de veiligheidsagenten hem hebben ingelicht dat hij met dwang uit de vervoersbewijszone zal worden verwijderd;
- d. hij dit verzoek nog steeds duidelijk blijft negeren.

Art. 13.11. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> In afwijking van artikel 8, § 11, kunnen de veiligheidsagenten bedoeld in dit hoofdstuk personen identiteitsdocumenten laten voorleggen of laten overhandigen, controleren, kopiëren of inhouden, in de volgende gevallen :

1° nadat betrokkene een gemeenrechtelijk wanbedrijf of een misdaad heeft gepleegd, de tijd nodig om de dader te identificeren;

2° gedurende de tijd nodig voor identificatie van personen die inbreuken hebben gepleegd op de vigerende reglementering op het openbaar vervoer.

Deze identiteitscontroles zijn onderworpen aan de voorafgaande voorwaarde dat de betrokkene, na door de veiligheidsagent op de hoogte te zijn gesteld van zijn recht om zich tegen deze controle te verzetten, vrijwillig hiermee ingestemd heeft.

Art. 13.12. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> § 1. De veiligheidsagenten kunnen personen vatten indien volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

1° betrokkene heeft een gemeenrechtelijk wanbedrijf of een misdaad, of als hij minderjarig is, een als gemeenrechtelijk wanbedrijf of misdaad omschreven feit gepleegd;

2° de vattende veiligheidsagent of een personeelslid van de openbare vervoersmaatschappij is visueel getuige geweest van dit misdrijf of van dit feit;

3° nadat hij door de veiligheidsagent om identificatie werd gevraagd, weigert de verdachte zich te identificeren. Personen die geen identiteitsdocumenten kunnen voorleggen, maar zich vrijwillig identificeren aan de hand van andere documenten, kunnen echter niet gevat worden;

4° de vattende veiligheidsagent heeft, voorafgaand aan de vatting, de betrokkene gewaarschuwd dat hij zal gevat worden indien de identificatie uitblijft;

5° de vatting doet zich voor onmiddellijk na het plegen van het misdrijf;

6° onmiddellijk na de vatting wordt een politiedienst ingelicht. Indien de vatting gebeurt op een rijdend voertuig, dient de verwittiging te gebeuren uiterlijk op het ogenblik dat de betrokkene uit het voertuig wordt verwijderd;

7° de betrokkene wordt zo vlug mogelijk aan het zicht van het publiek onttrokken.

Indien het slachtoffer van het wanbedrijf of de misdaad als gevolg daarvan kennelijk lichamelijk letsel heeft opgelopen is het eerste lid, 3°, niet meer van toepassing.

§ 2. Tot de aankomst van de politieambtenaren blijft betrokkene onder het rechtstreeks toezicht van minstens één veiligheidsagent. Het is verboden om betrokkene op te sluiten of hem door enig middel ergens aan vast te maken.

De vatting mag niet langer duren dan verantwoord door de omstandigheden.

§ 3. Zij dient in ieder geval onmiddellijk te worden beëindigd :

a) indien de verwittigde politiedienst laat weten dat hij niet ter plaatse zal komen;

b) indien de verwittigde politiedienst te kennen geeft niet ter plaatse te zullen komen uiterlijk binnen de 30 minuten, te rekenen vanaf de verwittiging;

c) indien de verwittigde politiedienst te kennen geeft ter plaatse te zullen komen, maar de opgeroepen politieambtenaren niet ter plaatse zijn uiterlijk binnen de 30 minuten nadat de politiedienst werd verwittigd.

d) indien de betrokkene aan de veiligheidsagenten een identiteitsdocument voorlegt of zich aan de hand van andere documenten identificeert, tenzij § 1, tweede lid, van toepassing is.

Art. 13.13. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>
Veiligheidsagenten kunnen bij een vatting zoals bedoeld in artikel 13.12. overgaan tot een veiligheidscontrole, indien de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de controle is uitsluitend gericht op het opsporen van wapens of gevaarlijke voorwerpen die de veiligheid van de personen in het gedrang kunnen brengen of het materiaal van de openbare vervoersmaatschappij kunnen beschadigen;

2° de controle kan uitsluitend worden uitgevoerd door veiligheidsagenten van hetzelfde geslacht als de betrokken persoon;

3° zij bestaat uitsluitend uit een oppervlakkige betasting van de kleding van de persoon en de controle van de handbagage.

Art. 13.14. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> § 1. Het gebruik van handboeien is slechts toegelaten bij de vatting bedoeld in artikel 13.12, § 1, en indien de volgende voorwaarden opeenvolgend zijn vervuld :

1° betrokkene werd gevat in de omstandigheden bedoeld in artikel 13.12;

2° betrokkene is kennelijk meerderjarig;

3° betrokkene heeft fysiek geweld gebruikt voor of tijdens de vatting;

4° betrokkene werd voorafgaandelijk door de veiligheidsagent gewaarschuwd dat hij zal geboeid worden indien hij het fysiek geweld of de weerspanningheid verder uitoefent;

5° niettegenstaande deze waarschuwing kan betrokkene slechts door het gebruik van handboeien in bedwang gehouden worden.

Het gebruik van handboeien dient beperkt te blijven tot de gevallen van volstrekte noodzakelijkheid en in de gevallen waarbij geen andere, minder ingrijpende methodes, de vatting mogelijk maken.

§ 2. De handboeien kunnen slechts door de ter plaatse gekomen politieambtenaren worden losgemaakt.

In afwijking van het eerste lid moeten zij in volgende omstandigheden onmiddellijk door de veiligheidsagenten worden losgemaakt :

1° in de omstandigheden, bepaald in artikel 13.12, § 3;

2° indien de gezondheidstoestand van de betrokkene dit vereist.

Art. 13.15. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> Om te voorkomen dat veiligheidsagenten hun bevoegdheden aanwenden buiten de omstandigheden voorzien in dit hoofdstuk en om de betrokkene in de mogelijkheid te stellen de handelingen van de veiligheidsagenten in rechte te betwisten, overhandigen deze laatste, die handelingen stellen bedoeld in de artikelen 13.5 en 13.12 tot 13.14, de betrokkene een formulier, dat de nodige gegevens bevat aangaande de plaats van de handelingen, het nummer van de identificatiekaart van de betrokken veiligheidsagenten, de gevolgde procedure en de omstandigheden van de handelingen. De minister van Binnenlandse Zaken bepaalt het model van dit formulier.

Om de gerechtelijke overheid, de door de Koning aangewezen ambtenaren en agenten, bedoeld in artikel 16 en het Vast Comité van toezicht op de politiediensten, zoals opgericht bij wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, in staat te stellen de naleving van de bepalingen, bedoeld in de artikelen 13.1 tot 13.17 te controleren, houdt de veiligheidsdienst een register bij van de handelingen voorzien in de artikelen 13.5 en 13.12 tot 13.14. De minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de vorm en de inhoud van dit register, alsmede de tijdsduur van de opname van de te vermelden gegevens.

Afdeling IV. - Controle. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 13.16. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> De door de Koning aangewezen ambtenaren en agenten, bedoeld in artikel 16 en het Vast Comité van toezicht op de politiediensten, zoals opgericht bij de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, zijn gemachtigd toezicht uit te oefenen op de veiligheidsdiensten en -agenten die bij een openbare vervoersmaatschappij worden tewerkgesteld tijdens deze tewerkstelling of de uitvoering van deze opdrachten.

De politiediensten zijn gemachtigd toezicht uit te oefenen op de naleving van de voorwaarden waaraan de handelingen, voorzien in de artikelen 13.5 en 13.12 tot 13.14 onderworpen zijn. Het derde tot vijfde lid van dit artikel zijn op hen van toepassing.

Het Vast Comité van toezicht op de politiediensten heeft het recht processen-verbaal op te stellen die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel.

Het origineel van dit proces-verbaal wordt binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de inbreuk gestuurd :

1° aan de ambtenaar bedoeld in artikel 19, §2, indien de vastgestelde feiten administratieve inbreuken betreffen;

2° aan de procureur des Konings, indien de vastgestelde inbreuken misdrijven betreffen.

Gelijktijdig wordt een afschrift gestuurd aan de overtreder.

Art. 13.17. <Ingevoegd bij W 2004-12-27/30, art. 493; Inwerkingtreding : 10-01-2005> Het Vast Comité van toezicht op de politiediensten heeft te allen tijde toegang tot de infrastructuur van de openbare vervoersmaatschappij waar de veiligheidsdienst haar toezichtopdrachten uitoefent of kan uitoefenen. Het kan inzage nemen van alle stukken die daartoe noodzakelijk zijn.

Het kan ter plaatse de staking van een handeling bevelen die een inbreuk uitmaakt op de bepalingen van deze wet die betrekking hebben op de veiligheidsdiensten en hun leden.

Het kan in de uitoefening van zijn ambt de bijstand van de politiediensten vorderen.

HOOFDSTUK IV. - Controle.

Art. 14. <W 1997-07-18/44, art. 10, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> (De ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1) sturen de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks, op de door hem bepaalde datum, een activiteitenverslag waarvan hij de inhoud bepaalt. <W 2004-05-07/42, art. 17, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De Minister van Binnenlandse Zaken brengt jaarlijks vóór 30 oktober aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers schriftelijk verslag uit over de toepassing van deze wet.

(De Minister van Binnenlandse Zaken stelt de Kamer van volksvertegenwoordigers jaarlijks in kennis van de evolutie van de technische middelen die het veiligheidsrisico voor de bewakingsagenten bij de uitvoering van hun opdrachten kunnen beperken, alsook de maatregelen die genomen werden teneinde het gebruik van deze middelen te bevorderen.) <W 2004-05-07/42, art. 17, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 15. (§ 1. (De personen die door een onderneming, dienst of instelling worden ingezet, verrichten de activiteiten, bedoeld in artikel 1, onder het uitsluitend gezag van het personeel belast met de werkelijke leiding van de onderneming, dienst of instelling.) <W 2004-05-07/42, art. 18, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De onderneming, dienst of instelling) neemt alle voorzorgsmaatregelen en de personen belast met de werkelijke leiding verrichten de nodige controles opdat hun personeelsleden of de personen die voor hun rekening werken de wetten in het algemeen en deze wet en haar uitvoeringsbesluiten in het bijzonder zouden naleven.) <W 1999-06-09/52, art. 13, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 18, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) Onverminderd de mogelijkheid om zich tot de rechterlijke instanties te wenden, kan al wie bij (activiteiten, bedoeld in artikel 1) onregelmatigheden vaststelt, hiervan kennis geven aan de Minister van Binnenlandse Zaken. <W 1999-06-09/52, art. 13, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 18, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 3. Niemand mag gebruik maken van de dienstverlening van een niet-vergunde bewakingsonderneming (een onderneming voor veiligheidsadvies) of een niet-erkende beveiligingsonderneming.) <W 2001-06-10/51, art. 13, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 18, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 16. De (leden van de politiediensten) en de door de Koning aangewezen ambtenaren en agenten houden toezicht op de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. Zij hebben het recht processen-verbaal op te stellen die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel. <W 2001-06-10/51, art. 14, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 19, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De personen belast met de controle hebben te allen tijde toegang tot de (onderneming, dienst of instelling of de plaatsen waar de in artikel 1 bedoelde activiteiten worden uitgeoefend). Zij kunnen inzage nemen van alle stukken die daartoe noodzakelijk zijn. <W 2004-05-07/42, art. 19, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Zij kunnen ter plaatse de staking van een handeling bevelen die een inbreuk uitmaakt op de artikelen 2, 4 of 8, §§ 1, 2, 5, 6, 6bis, 9 of 11 en de uitvoeringsbesluiten ervan. Het bevel moet, indien de inbreuk betrekking heeft op de artikelen 2 of 4, binnen tien werkdagen na ontvangst van het proces-verbaal dat de inbreuk waarop het bevel tot staking slaat, vaststelt, worden bekrachtigd door de ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2.) <W 2004-05-07/42, art. 19, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De ambtenaren en agenten kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van (de politiediensten) vorderen. <W 2001-06-10/51, art. 14, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(Het proces-verbaal dat de overtreding vaststelt wordt binnen vijftien dagen gestuurd aan de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt gestuurd aan :

1° de overtreder;

2° de procureur des Konings, voor zover de vastgestelde overtreding betrekking heeft op de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, 10 of 11 of voor zover de vastgestelde feiten een misdrijf kunnen uitmaken.) <W 2004-05-07/42, art. 19, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>jst voor het opleggen van de administratieve geldboete.

HOOFDSTUK V. - Sancties.

Art. 17. Onverminderd de artikelen 18 en 19 kan de Minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig een door de Koning te bepalen procedure :

1° (de verleende vergunning of erkenning, voor alle of voor sommige activiteiten, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of sommigen ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer een in artikel 1 bedoelde onderneming, dienst of instelling de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of de inwendige of de uitwendige veiligheid van de staat of wanneer gebreken werden vastgesteld in de controle die door dergelijke ondernemingen, diensten of instellingen wordt uitgeoefend op de naleving van de bepalingen van deze wet door hun personeelsleden of de personen die voor hun rekening werken;) <W 2004-05-07/42, art. 20, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(2° de identificatiekaart die aan de in artikel 8, § 3, bedoelde personen overeenkomstig de genoemde bepaling is afgegeven, voor alle activiteiten of voor een gedeelte ervan, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor sommige ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden inhouden, wanneer die personen de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten niet in acht nemen (of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoen); <W 2001-06-10/51, art. 15, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

3° (...). <W 2004-05-07/42, art. 20, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De beslissingen bedoeld in het eerste lid worden gemotiveerd en worden genomen na de betrokkenen gehoord te hebben.

De procedure bedoeld in het eerste lid omvat bepalingen die gericht zijn op het waarborgen van de rechten van de verdediging, de motivering en de kennisgeving van de beslissingen.

Art. 17bis. <Ingevoegd bij W 2004-04-25/75, art. 2; ED : 03-06-2004> Op verzoek van een door de Minister van Binnenlandse Zaken aangeduide beroepsvereniging met rechtspersoonlijkheid stelt de voorzitter van de rechtbank van koophandel het bestaan vast en beveelt hij de staking van elke daad die een inbreuk uitmaakt op de bepalingen van de artikelen 2 en 4.

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kortgeding. Zij wordt ingesteld bij verzoekschrift, dat op straffe van nietigheid de volgende vermeldingen bevat :

1. de volledige datum;
2. de naam en de vestigingsplaats van de verzoeker;
3. de naam en het adres van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon en van haar wettelijke vertegenwoordiger tegen wie de vordering wordt ingesteld;
4. het onderwerp en de uiteenzetting van de middelen van de vordering;
5. de handtekening van de vertegenwoordiger van de verzoeker.

Dit wordt in vier exemplaren neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel of bij een ter post aangetekende brief verzonden aan deze griffie. De griffier van de rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en uiterlijk acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waaraan een exemplaar van het inleidend verzoekschrift wordt gevoegd.

Er wordt uitspraak gedaan over de vordering niettegenstaande enige andere procedure wegens dezelfde feiten voor een ander rechtscollege. Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande elk rechtsmiddel en zonder borgtocht. Het vonnis wordt binnen de acht dagen en door toedoen van de griffier van de rechtbank medegedeeld aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 18. (Overtreding van de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, en 11, wordt bestraft met een geldboete van 25,00 tot EUR 25 000,00. Overtreding van artikel 10 van deze wet wordt bestraft met een geldboete van 2,50 tot EUR 2 500,00.) <W 2001-06-10/51, art. 16, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de misdrijven omschreven in deze wet en in de uitvoeringsbesluiten.

Onverminderd artikel 56 van het Strafwetboek kan de straf, in geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling, niet minder bedragen dan het dubbel van de voordien opgelegde straf die wegens hetzelfde misdrijf werd opgelegd.

De in artikel 1 bedoelde natuurlijke personen of rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten en de kosten waartoe hun bestuurders, leden van het leidinggevend en uitvoerend personeel, aangestelden of lasthebbers veroordeeld worden krachtens dit artikel.

(lid opgeheven) <W 1997-07-18/44, art. 12, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

De administratie tot wier bevoegdheid de toepassing van deze wet behoort, wordt voor de toepassing van de bepalingen van het Wetboek van strafvordering, inzonderheid van de artikelen 63 en 182, geacht te zijn benadeeld door de misdrijven bedoeld in dit artikel.

(...) <W 2001-06-10/51, art. 16, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

Art. 19. § 1. (Aan elke natuurlijke of rechtspersoon, die de bepalingen van de wet of haar uitvoeringsbesluiten niet naleeft, de misdrijven bedoeld in artikel 18 uitgezonderd, kan :

1° een waarschuwing worden gericht waarbij de overtreder tot de stopzetting van deze handeling wordt aangemaand;

2° of een minnelijke schikking worden voorgesteld die de helft bedraagt van het bedrag van het administratieve geldboete, bedoeld onder 3°, zonder evenwel lager te zijn dan 100 euro. De betaling van de minnelijke schikking doet de procedure tot het opleggen van een administratieve geldboete vervallen;

3° of een administratieve geldboete worden opgelegd van 100 euro tot 25.000 euro, met dien verstande de administratieve geldboete in geval van inbreuken bepalingen, bedoeld in of krachtens :

- artikel 2, § 1 of artikel 4, begrepen is tussen 12.500 euro en 25.000 euro;

- artikel 1, § 1, tweede lid, vierde lid of zesde artikel 2, § 2, artikel 3, artikel 9, § 4, of artikel 15, begrepen is tussen 7.500 euro en 15.000 euro;

- artikel 8, uitgezonderd § 3, of een van de artikelen 13.1 tot en met 13.14, begrepen is tussen 2.500 euro en 10.000 euro;

- artikel 5, eerste lid, 1°, 5° of 8°, artikel 6, eerste en 8°, artikel 4bis, artikel 8, § 3, artikel 9, artikel 14, artikel 20, begrepen tussen 1.000 euro en 2.500 euro;

- artikel 6, eerste lid, 5°, begrepen tussen 500 euro en 1.000 euro.) <W 2005-09-02/40, art. 4, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

(lid 2 opgeheven) <W 2005-09-02/40, art. 4, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

(De toepasbare tarieven van de administratieve geldboetes worden :

1° met de helft vermeerderd indien binnen het jaar, nadat aan de overtreder een waarschuwing is gericht, zoals bedoeld in het eerste lid, 1°, de handeling die er de aanleiding toe was, wordt vastgesteld;

2° verdubbeld indien de overtreding binnen de drie jaar, nadat een minnelijke schikking werd aanvaard of een administratieve geldboete werd opgelegd, wordt vastgesteld;

3° verdubbeld indien de overtreding wordt vastgesteld, nadat zij eerder werd vastgesteld in de omstandigheid dat de staking van de handeling bevolen was in het kader van artikel 16, derde lid.

Bij samenloop van inbreuken worden de tarieven samengeteld, waarbij het totale bedrag het maximumbedrag, bedoeld in het eerste lid, 3°, niet mag overschrijden.) <W 2004-12-27/30, art. 494, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 2. (De Koning wijst de bevoegde ambtenaren aan, bedoeld in de artikelen 16, 19 en 20.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De Procureur des Konings beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de ontvangst van het proces-verbaal (, bedoeld in artikel 16, vijfde lid,) om de kwalificatie van de feiten te onderzoeken en, in voorkomend geval, de (bevoegde ambtenaar), bedoeld in het eerste lid, in te lichten dat hij, in het licht van die kwalificatie, artikel 18 meent te moeten toepassen.) <W 1997-07-18/44, art. 13, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> <W 2004-05-07/42, art. 21, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. (De bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid, beslist of er reden is om een waarschuwing te richten, een minnelijke schikking voor te stellen of een administratieve geldboete op te leggen.) <W 2004-12-27/30, art. 494, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

(§ 4. De waarschuwing wordt de overtreder bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht. De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden bepalingen;

2° de termijn waarbinnen deze feiten moeten worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, een administratieve geldboete kan worden opgelegd, overeenkomstig § 5.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 7°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 5. De bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid, beslist tot het opleggen van een administratieve geldboete na degene die de wet schendt in de gelegenheid te hebben gesteld zijn verweermiddelen voor te dragen.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 8°, 008; ED : 03-06-2004>

(De beslissing bepaalt het bedrag van de geldboete en wordt met redenen omkleed.

Zij wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van degene die de wet schendt, alsmede van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die burgerrechtelijk aansprakelijk is voor het betalen van de administratieve geldboete. Er wordt een verzoek aan toegevoegd de geldboete te betalen binnen de termijn bepaald door de Koning.) (Na het verstrijken van deze termijn is een nalatigheidsintrest, gelijk aan de wettelijke intrestvoet, verschuldigd.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004> <W 2004-12-27/30, art. 494, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

(De in artikel 1 bedoelde natuurlijke personen of rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de administratieve geldboete die aan hun bestuurders, leden van het leidinggevend en uitvoerend personeel, aangestelden of lasthebbers wordt opgelegd.

Indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, stellen (de ondernemingen, de instellingen en de ondernemingen die een dienst organiseren) een op eerste verzoek uitvoerbare bankwaarborg ten belope van een som van EUR 12 500,00 als waarborg tot betaling van de retributies en de administratieve geldboetes. Deze bankwaarborg moet kunnen aangesproken worden door de Belgische overheid. De Koning bepaalt de modaliteiten en de procedure tot het stellen van deze bankwaarborg, de wijze waarop de overheid beroep doet op deze bankwaarborg en de aanvulling ervan.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

((Degene aan wie een administratieve geldboete werd opgelegd) of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon kan binnen de door de Koning bepaalde termijn voor de betaling van de geldboete bij verzoekschrift voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de toepassing van de administratieve geldboete betwisten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 9°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Het beroep waarbij de toepassing van de administratieve geldboete wordt betwist, is slechts ontvankelijk indien een kopie van het verzoekschrift uiterlijk op de datum van neerlegging van het verzoekschrift bij de rechtbank tevens bij ter post aangetekende brief wordt gezonden aan de bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid.

Tegen het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg is geen hoger beroep mogelijk.) <W 2004-12-27/31, art. 20, 010; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

(Indien (degene aan wie een administratieve geldboete werd opgelegd) of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon in gebreke blijft om binnen de gestelde termijn de geldboete te betalen en zijn beroepsmogelijkheid, zoals bepaald in het eerste lid, is uitgeput, heeft de beslissing tot het opleggen van een administratieve sanctie uitvoerbare kracht, en : <W 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

1° verzoekt (de bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid), per aangetekend schrijven de kredietinstelling die de bankwaarborg verleende aan diegene die de wet schendt of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, over te gaan tot betaling van het bedrag van de geldboete; <W 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

2° bij afwezigheid van bankwaarborg, vaardigt (de bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid), een dwangbevel uit waarop de bepalingen van het Vijfde Deel van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 10°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Er kan geen administratieve geldboete worden opgelegd drie jaar na het feit dat de bij § 1 bedoelde schending oplevert.) <W 2004-05-07/42, art. 21, 11°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 7. De Koning kan de procedures, die voortspuiten uit dit artikel, nader regelen.) <W 2004-12-27/30, art. 494, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

HOOFDSTUK VI. - Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen.

Art. 20. (§ 1. Teneinde de kosten voor administratie, controle en toezicht, nodig voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten, te dekke bepaalt de Koning het tarief, de termijn en de wijze van betaling van de retributies die aan elke onderneming, dienst of instelling voor de activiteiten waarvan een vergunning of een erkenning vereist is, moeten worden aangerekend.

§ 2. Van het bedrag van de retributies wordt kennis gegeven (op de wijze bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken). <W 2005-09-02/40, art. 5, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

§ 3. (Indien de retributieplichtige in gebreke blijft om binnen de gestelde termijn de retributie te betalen :

1° wordt het bedrag van de retributies zoals bedoeld in § 2, vanaf de eerste dag van de eerste maand volgende op het verstrijken van de gestelde betalingstermijn van rechtswege verhoogd met de verwijlrentesten, zonder dat het bedrag van deze verhoging evenwel minder dan 200 euro bedraagt;

2° verzoekt de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, per aangetekend schrijven de kredietinstelling die de bankwaarborg verleende aan de retributieplichtige, over te gaan tot betaling van het bedrag bedoeld onder 1°;

3° bij afwezigheid van bankwaarborg vaardigt de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, een dwangbevel tot het betalen van het bedrag bedoeld onder 1° uit waarop de bepalingen van het Vijfde Deel van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn.) <W 2005-09-02/40, art. 5, 011; Inwerkingtreding : 07-10-2005>

(§ 4.) (De opbrengst van de retributies wordt geaffecteerd op de Rijksmiddelenbegroting en is bestemd voor spijzing van het fonds voor de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de privé-detectives, ingesteld door artikel 20, § 2, van de wet tot regeling van het beroep van privé-detective.) <W 1991-07-19/33, art. 21, 002; Inwerkingtreding : 17-04-1992> <W 2001-06-10/51, art. 18, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

Art. 21. <W 1999-06-09/52, art. 17, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> Deze wet is niet van toepassing op natuurlijke personen die weliswaar activiteiten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 1, § 1, wanneer hun statuut en hun functie geregeld zijn krachtens een andere wet.

Art. 21bis. <Ingevoegd bij W 1998-11-17/33, art. 19, Inwerkingtreding : 1999-03-01> De in de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, gestelde voorwaarden zijn niet van toepassing op de vroegere personeelsleden van de bijzondere politiediensten.

Art. 22. § 1. De ondernemingen die bij de inwerkingtreding van deze wet het voordeel genieten van een uitzondering toegestaan op grond van artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in munitie, aangevuld wordt, evenals de in artikel 1, § 3, van deze wet bedoelde ondernemingen, beschikken over een termijn van drie jaar om te voldoen aan de voorschriften van deze wet.

§ 2. De bewakingsondernemingen die bij de inwerkingtreding van deze wet activiteiten bedoeld in (artikel 1, § 1, eerste lid, 1° en 2°), uitoefenen ten behoeve van openbare rechtspersonen, mogen de lopende contracten nog uitvoeren tot maximum drie jaar na de datum van inwerkingtreding van deze wet. <W 2001-06-10/51, art. 19, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

§ 3. (De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst (en op 1 januari 1999 in dienst waren bij een vergunde bewakingsonderneming of een vergunde interne bewakingsdienst) worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, (met uitzondering van de voortgezette vorming) te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, (met uitzondering van de voortgezette vorming) indien zij er(, met uitzondering van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°,) een uitvoerende functie bekleedden. <W 1999-06-09/52, art; 18, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 19, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een beveiligingsonderneming (en op 1 januari 1999 in dienst waren bij een erkende beveiligingsonderneming) worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, (met uitzondering van de voortgezette vorming) te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, (met uitzondering van de voortgezette vorming) indien zij er een uitvoerende functie bekleedden.) <W 1997-07-18/44, art. 15, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> <W 1999-06-09/52, art. 18, 005; ED : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 19, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

§ 4. De personen die lid zijn geweest van een politie- of openbare inlichtingendienst, (...), of die een openbaar (of militair) ambt hebben bekleed dat is bedoeld op de in de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6° bedoelde lijst, en die op de datum van de bekendmaking van deze wet bestuurders, leidinggevend of uitvoerend personeel van een bewakingsonderneming, (een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming) waren, behoeven niet te voldoen aan de voorwaarden die in de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6° worden ingesteld. <W 1991-07-19/33, art. 23, 002; Inwerkingtreding : 17-04-1992>

(§ 5. Ondernemingen en interne diensten die binnen een termijn van twee maanden na de datum van inwerkingtreding van de wet de in de artikel 2, § 1, bedoelde vergunning hebben aangevraagd voor het

uitoefenen van de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de wet, conform de regels terzake door de Koning bepaald, kunnen deze activiteiten gedurende de periode voorafgaand aan de betekening van de beslissing omtrent hun aanvraag verderzetten, ook zonder dat een vergunning is verkregen.

De personen in dienst bij de ondernemingen en interne diensten, kunnen de bewakingsactiviteit bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de wet uitoefenen tot maximum zes maanden na de betekening van de vergunning, bedoeld in het eerste lid, zonder aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, te hebben voldaan.) <W 1999-06-09/52, art. 18, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999>

(§ 6. Voor de periode van de dag van inwerkingtreding van deze wet tot 31 december 2001, gelden in de plaats van de bedragen van 2,50 tot EUR 2 500,00, vermeld in artikel 18, eerste lid, de bedragen van 100 tot 100 000 Belgische frank, in de plaats van de bedragen van 25,00 tot EUR 25 000,00 vermeld in de artikelen 18, eerste lid, en 19, § 1, eerste lid, de bedragen van 1 000 tot 1 000 000 Belgische frank en in de plaats van het bedrag van EUR 12 500,00 vermeld in artikel 19, § 1, eerste lid, het bedrag van 500 000 Belgische frank.) <W 2001-06-10/51, art. 19, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 7. (Ondernemingen en diensten kunnen de activiteiten die ze op datum van inwerkingtreding van deze paragraaf uitoefenden en waarvoor de wet van 7 mei 2004 of deze wet voor het eerst een vergunningsplicht instelt, voortzetten gedurende de periode voorafgaand aan de betekening van de beslissing dienaangaande, indien zij de aanvraag tot vergunning voor deze activiteiten binnen twee maanden na de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, hebben ingediend.) <W 2004-12-27/30, art. 495, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 8. In afwijking van artikel 5, eerste lid, 1°, dienen de personen die de functie zoals bedoeld in artikel 5 uitoefenden op datum van inwerkingtreding van de wet te voldoen aan volgende voorwaarden : niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, voor de datum van inwerkingtreding van de wet van 7 mei 2004 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 29 juli 1934 houdende verbod van private militias en de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een gevangenisstraf van ten minste drie maanden wegens opzettelijke slagen of verwondingen of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens of bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden, en niet veroordeeld geweest zijn,

zelfs niet met uitstel, sedert de inwerkingtreding van dezelfde wet tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete of een gevangenisstraf.

§ 9. In afwachting van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, vraagt de bevoegde ambtenaar een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in artikel 7, derde lid, voor enig feit of handeling die een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie kan uitmaken en daarom kan raken aan het vertrouwen in de betrokkene.) <W 2004-05-07/42, art. 23, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 23. <Wijzigingsbepaling van art. 1 van W 1934-07-29/30>

Art. 23bis. <ingevoegd bij W 1997-07-18/44, art. 16, Inwerkingtreding : 28-08-1997> Er wordt een Adviesraad inzake Private veiligheid opgericht, wiens opdracht er in bestaat de Minister van Binnenlandse Zaken te adviseren omtrent het beleid inzake de in deze wet beoogde en aanverwante aangelegenheden.

De Koning bepaalt de samenstelling, de taken en de organisatie van deze Raad.

Art. 24. Deze wet treedt in werking één jaar na haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

De Koning kan nochtans voor iedere bepaling van deze wet een vroegere datum van inwerkingtreding vaststellen.